

'30 millions de dollars et la trahison du Maréchal' et 'Coupage, Frais de Voyage'

Dossiers sur les investigations dans
l'assassinat de Franck Ngyke Kangundu et le
financement des médias au RDC

Auteur: Evelyn Groenink, Bram Posthumus, FAIR
Kinshasa
Date: 24 juillet 2006
Version: 1.0



Institut néerlandais pour l'Afrique australe

'30 millions de dollars et la trahison du Maréchal' et 'Coupage, Frais de Voyage'

Dossiers sur les investigations dans l'assassinat de Franck Ngyke Kangundu et le
financement des médias au RDC

NiZA

Institut néerlandais pour l'Afrique australe

Boite Postale 10707

1001 ES Amsterdam

Pays Bas

T : +31 (0)20 520 62 10

F : +31 (0)20 520 62 49

E : niza@niza.nl

I : www.niza.nl

Copyright © Netherlands Institute for Southern Africa 2006

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen électronique ou mécanique que ce soit, y compris, la photographie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de restitution de données sans l'autorisation écrite des éditeurs.

Titre : '30 millions de dollars et la trahison du Maréchal' et 'Coupage, Frais de Voyage'. Dossiers sur les investigations dans l'assassinat de Franck Ngyke Kangundu et le financement des médias au RDC
Auteurs : Evelyn Groenink, Bram Posthumus, FAIR Kinshasa
Coordination : Christian Kuijtermans (NiZA)
Publié par : Institut néerlandais pour l'Afrique australe (NiZA)
ISBN-10: 90-78028-08-4
ISBN-13: 978-90-78028-08-6

Table de matières

Preface	1
Le motif.....	2
1 30 millions de dollars et la trahison du ‘Maréchal’ : investigation sur l’assassinat de Frank Ngycke Kangundu.....	5
1.1 Le cas ‘Ngyke’	5
Introduction	5
Le dossier JED.....	6
1.2 Le profile du ‘Marechal’	7
Reconstruction de la personnalité et vie de Franck Ngyke Kangundu	7
La rupture avec ‘Maman’	10
1.2 48 heures a Kinshasa:.....	12
1.3 reconstruction des deux jours précédant l’assassinat.....	12
1.4 Le traitement judiciaire de l’assassinat: indications de sabotage	16
1.5 Conclusions sur le cas d’étude	19
Le ‘qui’ qui reste	20
Et maintenant.....	21
2 Coupage, frais de voyage : Le financement des médias au RD Congo	23
2.1 Histoire en bref: au-delà de la pensée unique: la commerce.....	23
2.2 Coupage, frais de voyage: la commerce de l’information comme système.....	27
I. Le cas Kabeya Pindi Pasi.....	28
II. Le cas des «sondages».....	29
2.3 S’en sortir, comment? Les commentaires.	35
2.4 Les lois et les institutions	37
2.5 S’en sortir: les options	41
Abbréviations	45
Les auteurs	46
NiZA: Institut Néerlandais pour l’Afrique Australe	47

Preface

Avant le voyage à Kinshasa des deux participants internationaux, comme un préalable, une question majeure s'est placée devant ces investigateurs : « pourquoi faire une investigation précisément sur le cas de l'assassinat de M. Ngyke Kangundu ? ». Cette question qui paraît comme l'axiome de recherche a une justification : Franck Ngyke Kangundu n'était pas un journaliste ordinaire. Sa plume était au « service des individus », comme le dira JED dans son dossier¹, et mieux, aux individus de beaucoup de pouvoir.

Par conséquence une autre préoccupation surgit : est-ce que alors, à nous journalistes professionnels, liées à NiZA – institut qui veut supporter le développement de la presse en Afrique Australe - et à FAIR - l'organisation des journalistes professionnels d'investigation travaillant en Afrique - de prendre ce cas comme un cas qui mérite une investigation ? Pourquoi pas investiguer sur des circonstances déplorables qui ont dérangé ou heurté des vrais journalistes ?

Nous avons réfléchi sur cela et tiré les conclusions ci-après :

1. Un assassinat professionnel est pas le même chose qu'un arrêt arbitraire ou une visite d'intimidation des gens militaires au bureau de la rédaction. Il faut bien investiguer sur l'utilisation des ressources militaires par des hauts fonctionnaires pour rendre des comptes à ses ennemis et adversaires
2. C'est précisément ladite 'corruption présumée' de Franck Ngyke Kangundu qui fait de cet assassinat une affaire qui mérite investigation. Ce cas nous sert de poser, sans peine, la problématique de la corruption des médias en RD-Congo et, par conséquent, investiguer sur toutes les ramifications de la vente d'information ainsi que sur les campagnes de désinformation. Cet angle nous apportera, à nous qui travaillons pour la libre circulation des informations et le développement de la presse en Afrique, une lumière sur la situation et l'évolution de cette presse.

C'est ainsi que nous avons décidé de toujours le faire. Mais il faut dire d'abord clairement que ce que nous avons fait n'est pas une investigation définitive ou exhaustive. On ne peut simplement pas investiguer sur toutes les ramifications d'un assassinat dans une semaine. La présente investigation ne sera qu'une brève étude de cas, sans s'aventurer à dénicher le coupable de l'assassinat, tâche, qui du reste, est de la seule compétence de la police. Nos recherches restent centrées dans les questions ci-après : qui était Franck Ngyke Kangundu ? Pourquoi on aurait voulu l'assassiner ? Et en fin, qu'est-ce le cas Ngyke nous enseigne sur le journalisme et la corruption des médias dans la RDC ?

On est toujours en train d'essayer de formuler les réponses sur cette dernière question, quand il y a un autre assassinat. Bapuwa Mwamba, journaliste du journal de

¹ Journaliste en Danger, 2006, *Franck Ngyke: Le mystère. Rapport d'enquête sur l'assassinat du journaliste Franck Ngyke Kangundu et de son épouse Hélène Paka (du novembre 2005 au 31 janvier 2006)*, Kinshasa 2006. Le report et disponible pour télécharger à le Siteweb de Journaliste en Danger à <http://www.jed-afrique.org>

L'opposition *Le Phare*, est tué le 8 juillet 2006, à 3 heures du matin par une bande d'hommes armés en tenue civile à son domicile du quartier Malandi dans la commune de Matete à Kinshasa. Pour d'aucuns, Bapuwa a été lâchement abattu pour ses écrits. Cet ancien journaliste à l'Agence congolaise de la presse (ACP) et au magazine *Jeune Afrique*, publie actuellement ses reportages et réflexions dans les colonnes du journal *Le Phare* classé à Kinshasa comme journal « Rouge », c'est-à-dire de l'opposition. Son dernier article que *Le Phare* a publié une semaine avant son assassinat et répliqué une fois de plus après sous le titre de « testament de Bapuwa Mwamba : Pourquoi la transition est-elle bloquée ? »². Dans cet article, Bapuwa fustige tous les hommes politiques impliqués dans la transition ainsi le Comité International d'Accompagnement de la Transition.

Regrettablement, nous n'avons pas eu le temps d'étudier le cas de Bapuwa Mwamba, mais c'est d'abord intéressant de noter que, dans son dernier article, il avait critiqué fortement la 'intolérance et la intimidation policière' que, selon lui, avait commencé à régner dans la campagne électorale dans la RD-Congo. Néanmoins, cela n'est pas la seule chose qu'il a écrit qui aurait pu énerver des gens de pouvoir: selon des collègues à Kinshasa, il était aussi en train d'investiguer le trafic du diamant dans la province Kasai-Ouest. Mwamba a été assassiné de la même façon du couple Kangundu-Paka : pendant la nuit, devant sa maison, par des hommes armés.

Même avant ce deuxième assassinat, deux journalistes ont été, très récemment, assez gravement rossés pour avoir fait des interviews l'où ils n'étaient pas affectionnés. Généralement aussi, la RD-Congo détient un record très long sur les disparitions, les arrestations, les détentions illégales, et même les assassinats, des journalistes.

Cette situation d'insécurité des journalistes a fait que l'on se pose deux fois la question avant de commencer l'enquête. Est-ce prudent, après tout, de vouloir trouver les coupables, comme JED a annoncé la mission des 'experts internationaux' ? Ou faut-il changer la pointe focale pour cette investigation ? Nous ne sommes que des enquêteurs avec des mains nues et des poches vides...

Nous décidons donc de nous concentrer pas tellement sur la question *qui*, mais plutôt *pourquoi* Franck Ngyke Kangundu et son épouse ont été assassinés. Nous avons aussi réalisé bien sûr que, pour trouver la réponse sur la question *pourquoi*, c'est nécessaire de faire une analyse sur la situation des financements des médias. Cette partie de nos recherches est présentée dans le deuxième chapitre.

Le motif.

C'est toujours une question plus profonde que simple 'qui'. Tout le monde (suffisamment riche) peut louer un escadron de mort. C'est généralement le pourquoi qui nous fait comprendre, pas seulement l'assassinat, mais le contexte dans lequel s'est passé. Le contexte, c'est le climat de corruption et de crime qui règne au sein des médias RD-Congolais. Ca est notre sujet.

² Bapuwa Mwamba, 2006, *Pourquoi la transition est-elle bloquée au Congo*, *Le Phare*, édition no 2875, jeudi 06 juillet 2006

Néanmoins, c'est déjà dans l'avion de Johannesburg à Kinshasa, qu'on se sent observé. Un monsieur assis à côté d'Evelyne dans l'avion, qui se présente comme un haut fonctionnaire de l'entreprise d'électricité Congolaise SNEL, lui demande assez aimablement qu'est-ce qu'elle va faire en RD-Congo. 'De la formation journalistique', elle répondit : 'Ah, le journalisme', il s'exclame et, immédiatement, le monsieur de la SNEL commence à parlé du cas Franck Ngyke. Et des gens qui, peut-être voudraient investiguer ce cas. Son conseil : « laisse-le, il y a des forces qui ne veulent pas qu'on fouille dans cette affaire. C'est mieux simplement de faire de la formation ».

Les deux premiers jours à Kinshasa semblent confirmer l'existence des menaces et donc la sagesse de notre cours prudent. Tshivhis Tshivhaoudi de JED nous montre une lettre qui vient d'arriver le premier jour du travail à Kinshasa, menaçant de viol et de mort aux familles de quatre employés de JED. Tshivaoudi ajoute que, le même jour, un éditeur de télé, Kabeya Pindi Pasi, a dû aller en exil après avoir été informé qu'un escadron de mort lui chercherait. Cette menace fait suite à l'enquête et diffusion, par la télévision Tropicana TV des enquêtes faites par Pindi Pasi à Bangui, capitale de la République Centrafricaine sur les violations de droits humains perpétrées par les troupes d'un des quatre vice-présidents RD-Congolais, JP Bemba. (voir également 'le cas Kabeya', dans la deuxième chapitre du dossier).

C'est plus tard, après nos deux semaines à Kinshasa, que nous avons commencé à comprendre les différentes sortes de menaces et tactiques d'intimidations exercées contre les journalistes et les interprètes. Généralement ils procèdent par des lettres et coups de fils menaçants, des sabotages du travail, la pression psychologique permanente, des enlèvements, des privations momentanées de la liberté de mouvement, des attaques et menaces par des inconnus dans la rue ... Heureusement, c'est très rare que ce type de menaces soit suivi des attaques réelles. En général, s'ils veulent vraiment attaquer, ces ennemis de la presse n'alertent pas d'avance. Quelquefois, ils procèdent aussi par des visites et interrogations serrées visant à faire perdre le temps au journaliste et le même hors de lui afin qu'il ne soit pas dans l'état d'âme voulu pour faire son travail.

Dans des rares cas, les menaces peuvent se transformer en assassinat. JED a établi une liste des journalistes disparus ou tués à partir de 1994. Ils étaient 6 et une épouse (de Franck Kangundu : Hélène Paka) au total et Bapuwa Mwamba vient de s'ajouter sur la liste pour faire 7 journalistes et 8 en total. De ces 7 journalistes disparus ou tués, deux sont tombés à l'époque de la dictature de Mobutu, le troisième sous le règne de Laurent Désiré Kabila (père de Joseph) et, en fin, trois sous le gouvernement actuel de Joseph Kabila. Akite Kissemba, qui interviewait des gens locaux dans une zone de guerre civil. En suit Pascal Kabungulu (pas exactement un journaliste, mais un activiste pour les droits humains), qui, avec son ONG Héritiers de la Justice, dénonçait le vol de ressources naturelles par des hauts fonctionnaires dans la région de Bukavu. Les seules victimes mortes d'un assassinat dans la capitale sont bien l'écrivain pour la Référence Plus, Franck Ngyke Kangundu, sa femme Hélène, et récemment Bapuwa Mwamba, les trois victimisés pendant cet an de la campagne électorale.

Au moment que nous écrivons cela, ce n'est pas encore clair si Mwamba a été assassiné à raison de l'article il a écrit quelques jours avant, sur l'intimidation policière à

Kinshasa. Nous ne savons pas non plus si le fait que il travaillait pour *Le Phare*, dont l'éditeur, Polydor Mbuyayi, est actuellement engagé -dans son rôle comme directeur de l'Observatoire des Médias Congolais- a traité une plainte contre un canal TV pro-gouvernement, portée par le candidat de l'opposition Jean Pierre Bemba³, a eu quelque chose à voir avec l'attaque.

Mais de ce que nous pouvons être sûr, c'est que dans les deux cas, celui du couple Kangundu et celui de Mwamba, les assassins ont laissé leurs victimes vivants. Franck Kangundu avait souffert un tir dans la poitrine, mais il n'était pas mort au moment que les assassins disparaissaient dans la nuit. Egalement, Mwamba était heurté gravement dans la jambe, et il avait mort peu après l'attaque, mais lui aussi avait été laissé vivant par la bande armée.

Les deux bandes, donc, ne voulaient pas réduire au silence ses victimes à tout prix. Cela indique que, ici, le but des assassinats n'était pas d'éviter que les victimes feront ou parleront de quelque chose dans le futur, mais vraiment pour les heurter ou punir pour quelque chose qu'ils avaient déjà fait.

Deuxièmement, laisser ses victimes vivantes toujours indique que l'attaquant n'a pas peur d'être identifié par la victime après. Dans les deux cas alors -et surtout celui de Ngyke, où un des hommes armés n'hésitait pas à engager, devant des témoins, dans toute une conversation avec le journaliste avant de tirer sur lui-, les attaquants se sentaient bien protégés.

Ces deux faits emmènent à une première conclusion : le responsable de ces deux assassinats est quelqu'un vindicatif, qui frappe très dur quand il est fâché, et il a un pouvoir massivement. Très probablement, les assassinats étaient prévus par ce responsable pour envoyer un message à tous qui voudraient aussi le défier : 'vous serez punis comme eux'.

Et ça signifie sans doute que les journalistes dans la RD-Congo doivent être encore plus prudents qu'ils le sont maintenant...

³ Bemba a porté plainte contra le canal TV pro-gouvernement Tropicana et son directeur, Kabeya Pindi Pasi, pour faire la documentaire dite diffamatoire contre-lui avec des fonds donnés par la Présidence. Voir également 'Le cas Kabeya', dans la deuxième chapitre du dossier.

1 30 millions de dollars et la trahison du 'Maréchal' : investigation sur l'assassinat de Frank Ngycke Kangundu

1.1 Le cas 'Ngyke'

Introduction

Près de 8 mois après l'assassinat du journaliste du journal quotidien *La Référence Plus*, Franck Kangundu alias Ngyke et son épouse Hélène Paka, le procès vient d'être officiellement ouvert le mercredi 12 juillet 2006. Néanmoins, malgré ce début timide d'un procès que certains qualifient déjà de mascarade, l'opinion s'interroge toujours des vrais mobiles de cet acte ignoble que d'aucuns se sont empressés de qualifier d'un 'crime crapuleux' que ciblé. Le journaliste et son épouse avaient été abattus à leur domicile du quartier Mombele, dans la commune de Limete, dans la soirée du 3 Novembre 2005. Les cinq enfants de la famille ont ainsi perdu en une nuit leurs deux parents et responsables.

Bon vivant, Ngyke aimait partager la compagnie de grosses légumes du monde politique, lui le responsable de la rubrique politique de la Référence Plus. Il avait le privilège d'entrer chez eux et mangeait à leurs tables. Cela aussi longtemps qu'il partageait leurs indiscretions et gardait pour lui seul toutes les confidences.

Sur le plan professionnel, Franck n'était pas un homme à problème. Cependant, la fréquentation des hommes politiques doit l'avoir mis devant des choix difficiles à opérer. En politique les alliances sont fragiles et les engagements libres. Mais il est aussi une position inconfortable que d'être bien avec les uns et les autres en dépit des clivages souvent divergents opposant les uns aux autres, comme il est difficile de satisfaire tous ces clivages sans se faire attirer des soupçons. Surtout que si tous ces clivages sont des bienfaiteurs et, en conséquence, savent que vous leur êtes redevable. Alors comment sortir de ce carcan et éviter ces sollicitations politiciennes, tout en évitant d'être réprimandé par l'un ou l'autre camp ou même par les deux camps pour trahison ou soupçon de trahison ? Voilà la situation dans laquelle se trouvait Ngyke. Bien plus, à l'approche de la campagne électorale, le climat devient délictuel et les cabales monnaie courante. Et en politique, on fait appel au règlement de compte et sans scrupule. Comme dirait Machiavel, en pareille circonstance, tous les moyens sont bons pour se maintenir au pouvoir.

Franck Ngyke, qui, on dit, ne savait pas toujours le sens du secret, a certainement été livré, à un moment où la grogne sociale avait atteint son paroxysme, sur l'autel des intérêts politiques des camps qui se sont faits la guerre à travers sa personne et celle de sa femme. Cette dernière s'était retrouvée au mauvais endroit et au mauvais moment.

La crise de confiance en serait la force majeure. Un message fort pour ceux qui en savent trop et qui ne savent pas toujours se taire comme des tombes ou ceux qui sont incapables de demeurer dans la loyauté aveugle à l'égard de leurs sponsors.

Le dossier JED

Deux mois après l'assassinat de Franck Ngyke Kangundu et Hélène Paka, JED a produit un document sur l'investigation préliminaire de ce cas⁵. Ce document, assez détaillé et impressionnant, donnait une image de la personnalité et la carrière du journaliste, ainsi que de ses dernières 48 heures sur terre, qui ne laisse pas de doute sur l'objet de l'assassinat. En base des recherches de JED, des témoignages de plusieurs sources sur vie et assassinat du couple Kangundu-Paka ainsi que, comme une recherche exhaustive, des travaux faits et articles écrits sous la plume du journaliste, on peut déjà conclure avec une mesure de certitude que :

- 1) Franck Ngyke était 'une plume au service des individus' ;
- 2) dans la période avant sa mort, il avait des graves problèmes avec sa plus importante bienfaitrice ;
- 3) il était surveillé et probablement piégé avant de l'assassinat ;
- 4) c'était bien lui qu'on avait ciblé, et pas son épouse ; elle a été ciblée seulement après d'avait reconnu un des assassins.
- 5) ce n'était pas un crime crapuleux, comme l'a décrit le Ministre de l'Intérieur. Cela est malgré le vol des téléphones mobiles du couple. Selon les témoignages des enfants Kangundu, les assassins ne s'intéressaient pas du tout à la voiture, les mobiliers ou leur offert par Kangundu pour avoir sa vie sauve. En effet, selon les enfants, les assassins ont dit clairement : 'celui qui nous a envoyé à plus d'argent que vous'.
- 6) c'était un crime connecté aux gens de pouvoir. Beaucoup d'indications de sabotage du processus juridique après l'assassinat confirment cette piste. Car, même l'ouverture actuelle du procès devant le tribunal militaire de la garnison de Matete vient renforcer ces soupçons de sabotage.

L'équipe, donc, conclut que c'est raisonnable de nous baser sur les pistes trouvées par JED et nous avons commencé par explorer ces pistes un peu plus profondément, en nous basant sur les quatre questions principales :

1. Qui était Franck Ngyke Kangundu, qu'est-ce qu'il faisait (professionnellement et en privé) dans sa vie ; quels étaient ses amis et ses ennemis ?
2. Quelle est la cause de la rupture de relation avec sa première bienfaitrice, deux mois avant sa mort ?
3. Qu'est-ce que nous enseignons ses dernières 48 heures ?
4. Qu'est-ce que c'est que qui sabotage le processus juridique veut cacher ?

On recherche les réponses sur ces questions, pour raisons des sécurités expliquées ci-dessus, surtout dans des interviews 'forensiques' avec les témoins principaux de l'assassinat, les enfants du couple Kangundu, avec l'équipe d'investigation de JED et

⁵ Journaliste en Danger, 2006, *Franck Ngyke: Le mystère. Rapport d'enquête sur l'assassinat du journaliste Franck Ngyke Kangundu et de son épouse Hélène Paka (du novembre 2005 au 31 janvier 2006)*, Kinshasa 2006. Le report et disponible pour télécharger à le Siteweb de Journaliste en Danger à <http://www.jed-afrique.org>

avec des collègues et amis de Franck Ngyke, anonymes et pas anonymes. L'équipe a aussi eu la chance de voir la vidéo de 'reconstruction' du crime faite par la police.

1.2 Le profile du 'Marechal'

Reconstruction de la personnalité et vie de Franck Ngyke Kangundu

Né en 1953 à Kinzambi dans la province de Bandundu, François Kangundu Kengy a fait ses études primaires et secondaires dans la ville de Kikwit, province de Bandundu. Après, il a suivi des études universitaires à l'Université de Lubumbashi (communément appelée Kasapa) dans la province de Katanga. C'est là où il se fait un grand ami : Baudouin Banza Mukelayi, qui plus tard est devenu un homme tout à fait très important : le premier Vice-président du parti Etat du Maréchal Mobutu, le leader suprême de Zaïre jusqu'à sa chute en 1998.

L'Université de Lubumbashi, à l'époque, est bien connue comme vivier des services de renseignements sous le régime Mobutu. Il y a des rumeurs persistantes disant que le jeune Franck aurait, au dessus de son amitié forte avec Banza, été recruté lui-même par eux à la fin de ses études. Franck était tout à fait un supporter du MPR de Mobutu. Ses sentiments virulents contre l'opposition traversaient tout ce qu'il écrira plus tard dans ses premiers pas dans la carrière de journaliste. Franck Kangundu pouvait même imiter la voix du Maréchal Mobutu au point qu'il s'est fait surnommé par ses amis, pour blaguer, 'maréchal'.

En 1981, il obtient sa licence en lettres Françaises et une agrégation en enseignement et va s'installer à Kinshasa où il commence sa carrière d'assistant de recherche à l'Institut Supérieur de Commerce. De 1985 à 1988 il enseigne le Français au lycée Motema Mpiko. Mais, en 1988 l'Agence Zaïroise de Presse (AZAP), maison des médias contrôlée par le régime Mobutu, l'engage comme journaliste. Il y restera jusqu'en 1993, un an avant la convocation de la Conférence Nationale Souveraine sur la démocratisation. Dans les forts conflits entre le régime de plus en plus dictatorial et l'opposition démocratique, Franck Kangundu quasiment prend ses distances avec l'ex-AZAP. Il travaille maintenant pour *La Référence Plus*, un magazine (plus tard quotidien) animés par de jeunes journalistes venus, pour la plupart, de la seule école du journalisme en RDC : l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information, ISTI, devenu aujourd'hui IFASIC. *La Référence Plus* fonde sa popularité d'un ton frondeur par rapport au régime affaibli de Mobutu.

Après la chute de Mobutu et l'entrée au pouvoir de l'opposition, l'AFDL de Kabila père, le jeune journaliste se trouve interpellé par le service secret du nouveau régime, l'Agence Nationale de Renseignements, à cause de son passé Mobutiste. Après cela, il a jugé de rendre service et de rester loyal au nouveau pouvoir en place. Sous les gouvernements AFDL, puis PPRD, deux nouveaux leaders, Théophile Mbemba et Mme Marie-Ange Lukiana, ressortissants de la province de Bandundu comme lui, se rapprochent d'abord de Kabila père puis fils. Cela sera de bonnes nouvelles pour Franck Kangundu, qui n'hésitera pas à offrir son service à l'un comme à l'autre. Il fréquente l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliée, dont M. Theophile Mbemba, actuel Ministre de l'Intérieur, était un des principaux animateurs.

Tous les témoignages recueillis indiquent que Théophile Mbemba devient très proche de Kangundu. Lui-même disait à certains de ses amis qu'il a 'été contacté par le nouveau pouvoir' et qu'il a donné son accord de principe'. Quand Théophile Mbemba est nommé gouverneur de la ville de Kinshasa, 'Ngyke' devient une sorte de conseiller occulte en communication du premier maire de la capitale congolaise d'après Mobutu.

Le 12 Mars 2001, Mbemba devient le premier directeur de cabinet de président Joseph Kabila. Les archives de *La Référence Plus* à l'époque montrent que tous les articles sur les faits et gestes du 'directeur de cabinet du chef de l'Etat', du 'ministre de l'intérieur' et même du 'leader du parti présidentiel dans la province de Bandundu' sont signés par Franck Kangundu, par son nom ou l'abréviation KGD. Le journaliste, non seulement assure parfaitement le marketing politique de son 'ami et grand frère', n'hésite pas à s'attaquer aux adversaires politiques de son parrain.

Plus tard, Franck Kangundu retrouve une vieille amitié d'enfance dans le sérail où il est conduit par Mbemba. Il s'agit de madame Marie-Ange Lukiana Mufwankol, ancien ministre de travail dans le cabinet de Kabila père et maintenant secrétaire général adjoint du PPRD et coordonnatrice adjointe de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP), la plate-forme mise en place pour porter Joseph Kabila à sa propre succession à la tête du pays. Les deux originaires de Bandundu, les familles Mufwankol et Kangundu se connaissent depuis Kikwit dans la province de Bandundu. L'amitié devient fort : il l'appelle 'maman' ; elle lui invite à l'accompagner dans tous ses voyages. Ce qui fait que, pendant tous ces déplacements, Franck Kangundu se fait rare à la rédaction de *La Référence Plus*. Ses absences répétées lui valaient, de temps en temps, quelques réprimandes de son éditeur, mais rien n'y fait. Les archives de *La Référence Plus* montrent aussi que Franck Kangundu, chef de la rubrique politique, écrit essentiellement sur deux personnes : Ministre Théophile Mbemba et Mme Marie-Ange Lukiana. Tous les articles sont laudatifs.

C'est seulement en Décembre 2004 que 'KGD' écrira, pour la première fois, un article plein de critique contre son 'ami et grand frère'. C'est peut-être à cause du conflit qui a commencé à régner entre les deux principaux bienfaiteurs, Mbemba et Maman. Une guerre de leadership dans le Bandundu a fait de ces deux leaders du PPRD des ennemis. Dans cette guerre, Franck Kangundu se place du côté de la Maman, qui toujours lui fait des cadeaux et des paiements pour les articles positifs. C'est bien le boulot de beaucoup des journalistes en RD-Congo : faire des relations publiques dans les journaux, et recevoir un paiement pour ce service. (Voir également paragraphe 2 dans la deuxième chapitre du dossier, intitulé « Coupage, frais de voyage : la commerce de l'information comme système ».) Franck Kangundu est connu par ses proches comme quelqu'un qui aime bien l'argent et, selon son fils et ses amis, il attendait toujours une récompense pour ses activités.

Franck Kangundu est resté très proche de 'Maman' qui, à son tour, s'est rapprochée de plus en plus du principal l'homme du pouvoir de la République : président Joseph Kabila. Elle a fait de la province de Bandundu un fief important pour le gouvernement PPRD et Kabila se rend même dans le Bandundu en dépit d'une route délabrée depuis de longues années.

Mais il y a un autre côté de Franck Ngyke Kangundu. Un aspect qui est volé à la face du public, mais qui est bien connu du milieu de ses anciens amis Mobutistes et même du fils Djoudjou. 'Nous avons toujours critiqué papa pour ses articles positifs sur le PPRD et Mme Lukiana', se rappelle Djoudjou. 'Mais papa nous a dit qu'il est toujours journaliste ; qu'il aide Mme Lukiana 'parce qu'elle est une amie et aussi parce que ça me permet de gagner mon pain'. Mais... j'écris ce que je veux.'

Parmi les choses qu'il écrivait, Djoudjou le sait, il y a assez d'articles que le journal pro-Kabiliste, *La Référence Plus*, ne publiera pas. 'Je les emmène à des amis dans les autres journaux, dont Papa gardait les numéros de téléphones dans son carnet. Il gardait les chapeaux des articles qu'il passait aux autres journalistes dans le carnet, avec les numéros.' D'où Franck Kangundu prenait les informations qu'il publiait par le moyen des autres journalistes ? Djoudjou, l'assistant, le chauffeur et le messenger pour son père, connaît deux sources principales: l'ancien ami Mobutiste, Baudouin Banza, et Maître Lyolo, un artiste bien connu à l'époque de Mobutu. Ce dernier a avoué publiquement ne rien à voir avec la politique mais qui, selon le fils, a 'toujours passé les documents à mon père sur la politique'. Il s'agissait, se rappelle le fils, des documents portant des critiques sévères sur le présent gouvernement de Joseph Kabila. 'Mon père m'a même dit au soir de son assassinat, que M. Lyolo lui donnait toujours des choses qu'il ne pouvait pas publier dans les colonnes de *La Référence Plus*, 'parce qu'il travaillait avec ces gens-là ciblés'. Ces gens-là, voulaient dire : Madame Lukiana et la Présidence.

Franck Ngyke Kangundu fait son 'autre journalisme' à côté de son travail officiel avec Madame Lukiana pour presque deux ans. Il ne le cache pas. Selon le fils Djoudjou, même 'maman Hélène', lui avait conseillé qu'il fallait avoir plus de 'sens de secret'. Kangundu était homme bien raconteur, blagueur, qui parlait beaucoup, disent tous à ses amis et collègues, tous jusqu'au point que 'Franck n'avait pas de sens de secret'. Il parlait aussi assez ouvertement de ces choses à Madame Lukiana. 'Il lui toujours parlait de que Banza disait, ce que l'opposition disait', se rappelle le fils Djoudjou. 'Il l'emmenait s'attirer sa faveur, comme son informateur.' Aussi, 'il discutait avec elle sur les articles à rédiger et les orientations à suivre ; quel article publié chez *La Référence Plus* et quel dans d'autres journaux.' Madame Lukiana ne se fâchait pas lorsqu'il aidait à publier des articles pas favorables au gouvernement dans des autres journaux ? Le fils ne le croit pas. 'Il lui disait : tu sais, malgré ce que les gens disent de moi, je vais toujours t'apporter les informations à toi.'

Comme femme politique, c'est bien possible que Marie-Ange Lukiana regardait sa relation avec le journaliste 'de deux côtés' comme un instrument utile pour se faire importante, elle-même, vis-à-vis le suprême pouvoir. Elle obtenait des articles favorables dans *La Référence Plus*, et aussi elle venait à savoir les histoires et plans de l'opposition avant son ami Franck Kangundu les publierait. Quel politicien n'aimera pas ça ?

Tout semble aller bien, jusqu'à partir d'Octobre 2005, quand Kangundu soudainement semble avoir des problèmes avec elle. Mais il n'a écrit rien contre elle ? Selon ses enfants et collègues, Franck même ne sait pas ce qui se passe. 'Maman' s'est allée en

deux, trois voyages sans lui ! Cela le n'arrive jamais. Quand il téléphone la dame pour demander pourquoi elle se porte ainsi, la réponse est vague : l'avion loué était trop petit. Mais Kangundu apprendra après qu'il y a bien des autres journalistes, qui l'ont accompagnés dans ce petit avion....

C'est à partir de ce moment la que Franck Ngyke Kangundu commence de se trouver sans amis protecteurs dans les cercles du pouvoir. Cette situation restera jusqu'à sa mort, deux mois après.

La rupture avec 'Maman'

La raison pour le changement d'attitude de Madame Lukiana semble n'avoir pas à voir avec un ennui personnel. Si c'était le cas, son ami journaliste l'aurait su. Qu'il ne le savait pas, est affirmé par son fils Djoudjou, qui travaillait comme son assistant, et qui affirme que 'parfois papa et Mme Lukiana avaient des ennuis, mais dans ces instants, ils se parlaient en haute voix. C'était toujours très clair de quoi il s'agissait. Cette fois-là, il n'y avait rien de cela.'

Si ce n'était pas personnel, peut-être c'était quelque chose avoir à faire à la politique? Commençant Octobre 2005, tous les individus du pouvoir savent bien qui il y aura élections l'année prochaine, en 2006, et qu'on pourrait perdre son positions, son pouvoir, et même ses maisons énormes, ses 4 x 4's, ces voyages à l'extérieur... Tous, aussi, savent qu'il n'a qu'une chose à faire: s'approcher le plus que possible au plus haut pouvoir. Car c'est bien connu que les pouvoirs de l'occident, les donateurs, tant comme les hommes d'affaires locaux et internationaux jouent à Kabila fils, le petit Joseph, pour gagner. Des gens leaders d'autres partis ont déjà joint la PPRD. Même dans la PPRD le combat s'appelle : qui est le plus aimé par le numéro 1 ? Madame Lukiana est même une de ces très bien aimés. Donc, dans ces mois quand la guerre pour l'accès au pouvoir suprême dans la PPRD commence, c'est son plus important intérêt à lui de garder et protéger sa position.

Au même temps, dans les rues, il y a du mécontentement avec le gouvernement de Kabila. Dans le mois de Septembre, les étudiants, professeurs et tout le secteur de l'éducation ont été en grève. Les écoles n'ont pas eu d'argent pour payer les professeurs, pour des livres, pour rien... la demande à président Kabila est de diriger quelques fonds (on sait bien que la RDC reçoit beaucoup d'aide de l'extérieur, et vend beaucoup de richesses naturelles) pour une recette nationale avec laquelle on puisse enseigner les élèves Congolais.

C'est en pleine grève que, le 15 Septembre, un article troublant est paru dans un journal qui s'appelle Pool Malebo. L'article est intitulé « 30 millions USD de la RDC à la Tanzanie allument le feu ». Le sous-titre dit: 'Une lettre de remerciement de la Conférence épiscopale de la Tanzanie au Gouvernement avec copie pour information à la structure sœur du Congo-Kinshasa à la base du durcissement des positions des uns et des autres...'. L'article en question dit que le Président Joseph Kabila aurait versé une somme de 30 millions de dollars Américains au secteur éducatif de Tanzanie. Kabila, fils du Kabila qui luttait contre Mobutu dans l'exile, a vécu dans la Tanzanie. Il a des amis et toute une histoire là-bas. L'article, sur base des sources déclarées 'milieux

proches de la Conférence épiscopale du Congo', effectivement dit que le Président a plus de sentiments pour sa jeunesse Tanzanienne que pour la du pays qu'il gouverne.

Après cet article, Kinshasa a vu la guerre dans la rue. Il y a eu des marches, de la violence. Le Président s'est senti endommager très mal. JED écoute du Président de l'Union Nationale de la Presse du Congo, Kabeya Pindi Pasi, qu'il a dû sortir de son lit, le prochain matin, pour aller s'expliquer à la Présidence, et que dans l'entourage on lui a expliqué que jamais on n'avait vu le Chef dans cet état. Des rumeurs suivants ont parlé d'une prime, promise à tout celui qui ramènerait l'auteur, c'est à dire l'auteur premier, de cet article sur les millions 'versés à la Tanzanie', aux autorités.

L'histoire des 30 millions, est-elle vraie ou non ? Cela, on ne sait toujours pas (Approché, le milieu ecclésiastique nous a certifié que réellement il y a eu un mouvement dans ce sens entre la présidence Rd-Congolais et le milieu de l'éducation tanzanienne. Cependant nos sources n'ont pas été très bavardes, car selon elle, cette information a empoisonné les relations entre la famille politique de Joseph Kabila et l'Eglise Catholique, puisque c'est suite à l'indiscrétion de monseigneur Laurent Mosegnwo Pasinya, archevêque de Kisangani et président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, que cette information a été rendue publique).

Mais les services secrets et la police du gouvernement soupçonnent que le *timing* de l'article, en pleine grève, et la nature du journal qui l'a publiée – dirigé par un homme pas tellement connu comme journaliste professionnel, mais plutôt comme écrivain de scandales et même un maître chanteur, qui s'appelle Patrice Booto - indiquent que c'était une attaque au président dirige par l'opposition. Ils se lancent à arrêter Booto pour 'diffamation', mais Booto s'est enfui et s'est caché déjà.

La police, dirigé par l'ancien Mobutiste-tourne-Kabiliste Mira Ndjoku, commence la chasse à Booto, qui prendra presque deux mois. Le but de la chasse: apprendre Booto, et encore plus important, découvrir sa source, l'ennemi de Kabila qui a utilisé Booto pour heurter le président dans ces temps cruciaux. Ce sont de temps cruciaux, même pour les chefs des services de sécurité. Après tous, leurs futurs sont aussi dépendant des faveurs du 'petit Joseph'...

Dans les cercles du pouvoir, début d'Octobre 2005, est-ce qu'on soupçonne déjà que l'ancien journaliste propagandiste Mobutiste, Franck Ngyke Kangundu, qui est un ami de Maître Lyolo et Baudouin Banza, a joué un rôle dans cette affaire? C'est tout à fait possible. On ne sait pas encore que Djoudjou Kangundu a, en effet, emmené un article provenant du Mobutiste Maître Lyolo au journaliste de scandale Patrice Booto, quelques jours avant la publication par Booto de l'article haineux contre le président. Mais on connaît bien des anciens liens Mobutistes de Franck Kangundu, ainsi comme son habitude de passer des informations 'qui ne peuvent pas être publiées par La Référence Plus' aux autres journaux.

Pour encore faire croître le soupçon que c'était bien Franck Ngyke Kangundu qui a passé l'histoire des 30 millions à Booto, quatre jours après la publication de cet article dans Pool Malebo, un article sur la même affaire paraît dans le journal de lui, Franck, *La Référence Plus*. Intitulé « Les 30 millions USD de Joseph Kabila à la Tanzanie: un canular » cet article paru dans La Référence Plus le 19 Septembre 2005 est un démenti

de l'affaire de 30 millions. L'article cite 'un Kabiliste' anonyme, qui raille contre la rumeur : 'On ne peut imaginer un seul instant qu le Chef de l'Etat puisse actionner les mécanismes de décaissement de fonds si importants sans que les membres de l'espace présidentiel ou les principaux acteurs de la chaîne de la dépense ne réagissent'. (...) 'On tente d'embrouiller les pistes sur les origines du Président de la République et la disqualifier aux yeux de l'opinion et donc le faire passer pour un étranger ou un homme à nationalité douteuse...'

C'est un article tout a fait extraordinaire. Pourquoi nie quelque chose que *La Référence Plus* n'a pas même mentionné dans ses colonnes? Pourquoi le nie anonymement? Un collègue à la rédaction du journal affirme que Franck Ngyke Kangundu lui-même l'a écrit. Il n'y a pas de Kabiliste anonyme: c'est Franck lui-même, qui fait le démenti. Pourquoi? Et pourquoi ne le pas signer, si, cette fois-là, Franck Kangundu réellement a voulu défendre le président Kabila ?

C'est le démenti même qui affirme, a ceux qui déjà suspectent Kangundu, que lui-même doit être la source de Booto. Personne ne peut croire que, soudainement, le journaliste a tourné supporter du petit Joseph. Il y a pas encore de preuve, mais, dans les milieux des services secrets, on doit déjà se parler de cet homme 'de deux côtés', qui, maintenant, est sûrement allé trop loin. Et si est-ce qu'on parle de cela dans les milieux des services secrets et la Présidence, ou ces milieux déposent ces rapports, Madame Lukiana sans doute le va écouter.

Peut cela expliquer que pourquoi, après le mois de Septembre, la 'Maman', la 'grande sœur', de la même ville de naissance, avec tous ses liens avec la famille Kangundu, ne veut plus parler à Franck Ngyke, ou être vu avec lui? Bien sûr. Rester amis, se présenter ensemble en plein public avec cet homme, maintenant que le président se trouve dans cet état très agité contre-lui, cela mettrait sa propre future politique et financière en danger. Dans cette situation, continuer des relations avec lui sera la folie, rien de moins. C'est seulement Franck Ngyke Kangundu lui-même, ça semble, qui ne comprend pas qu'est-ce qu'il a fait...

Par ce que c'était bien lui, qui a donné l'article sur les 30 millions de dollars a Patrice Booto. Le soir de son assassinat, Maître Lyolo, l'ancien Mobutiste et source régulière des documents antikabilistes, appelle à Franck Ngyke Kangundu et, quand ce dernier arrive, il lui donne un document fax. 'Deux pages', se rappelle le fils Djoudjou, qui a conduit la voiture avec son père était assis à côté, du retour de la maison Lyolo. 'Mon père a dit qu'ils étaient des précisions sur les premières informations des 30 millions'. Le comportement de son père convint à Djoudjou, - au dessus de sa mémoire que lui-même avait été taché de emmener des papiers de Lyolo a Booto la première fois, juste avant la publication - que son père a aussi écrit ce premier article. 'Il savait de quoi cela s'agissait. Et il a dit qu'il allait publier ces précisions ce soir même'. Tant pour se présenter comme Kabiliste anonyme, et pour défendre le Président...

1.3 48 heures a Kinshasa: reconstruction des deux jours précédant l'assassinat

Le 1 et 2 Novembres à Kinshasa sont des jours et nuits bien agités. Le prélude, le 31 Octobre, c'est un coup de fil du 'super-flic' ex-Mobutiste (et ancien Ministre de l'Intérieur du premier gouvernement de Joseph Kabila de 2001 à 2003) Mira Ndjoku à Alain Nkoy, journaliste ami de Patrice Booto, qui, selon des collègues qui lui connaissent, a un parent ancien collaborateur de Ndjoku. Cet intermédiaire se trouve choisi par Ndjoku 'a persuader Booto de mettre fin a sa clandestinité en présentant des excuses au chef de l'état et de travailler pour lui'(C'est bien comme ça que Nkoy l'a phrasé dans son interview avec JED).

Nkoy passe le message a Booto, mais ce dernier se doute des intentions de Ndjoku. Il décide de déléguer sa femme et Nkoy à rencontrer Mira Ndjoku. Ndjoku donne 200 USD a Madame Booto avec la promesse que rien ne passera à Booto, si, et c'est une condition absolue, il présente ses excuses ainsi que la source de son information. Booto se laisse convaincre et, le 1 Novembre 2005, se présente avec femme et amis, à un rendez-vous chez Mira Ndjoku. Dans cette occasion, Ndjoku répète le besoin pour le chef de connaître la source de cette information qui lui a fait mal. Apres, selon les témoignages recueillis par JED, Ndjoku et Booto se retirent dans un coin pour discuter à deux.

C'est ce matin-là que Franck Ngyke Kangundu, assis à un garage pour un entretien de routine de sa voiture, reçoit un coup de fil assez chaleureux de 'Maman' Marie Ange Lukiana. Est-ce que demain, le 2 Novembre, Franck pourrait convoier chez elle son ami, l' ADG de la Sucrière de Kwilu Ngongo? Celui-là a voulu de l'aide de Franck pour voir à la dame depuis longtemps : il y a eu de rumeurs sur la mauvaise gestion dans l'entreprise et il a besoin de protection 'd'en haut'.

Franck Kangundu est très heureux. Pas seulement 'Maman' a recommencé à lui parler comme amie, mais le monsieur de la Sucrière, Mavungu, lui a promis 'un cadeau' si lui, Franck, organisait ce rendez-vous avec la dame importante. Immédiatement il fait les coups de fil nécessaires, et le rendez-vous est fixé pour demain matin, le jeudi 2 Novembre.

Le 2 Novembre 2005, vers 11 heures, Myra Ndjoku, Booto et Nkoy se sont assis dans un restaurant pour attendre un conseiller juridique de la présidence pour négocier les termes pour traître le 'délit' de Booto. Le conseiller n'arrive pas: il y a une session urgente du cabinet. De retour à la ville, Booto et les siens dans un taxi, Ndjoku dans son Jeep, le taxi de Booto soudainement –hauteur de la Galerie Saint Pierre, en pleine vue du bureau de JED et de quelques autres ONGs de la liberté de presse à côté - est pris 'en sandwich' par les hommes des Services Spéciaux de la Police. Tous les occupants du taxi sont embarqués dans d'autres voitures en direction du Centre Ville. Mira Ndjoku se monte impuissant dans ce scénario 'digne de Hollywood', écrit JED.

Il tourne sa voiture et suit les hommes du Colonel Raus Chalwe, patron des services spéciaux de la police. Lorsque Mira Ndjoku arrive à Kin Mazière, siège des Services Spéciaux de la police, Booto et ses amis sont déjà devant le Colonel Raus lui-même. 'Mais Colonel, c'est quelles méthodes cela ? C'est trop facile de venir après que les autres ont fait tout le boulot', se plaint Mira. Raus répond que la même mission avait aussi été confiée à lui, et à beaucoup d'autres. Mira a-t-il lui-même été piégé ou joue-t-il son rôle de 'bon policier' contre le 'mauvais policier' en toute connaissance ? JED entend de Booto qu'il penche pour la deuxième alternative.

Entendu par les hommes des services spéciaux, Booto se montre contraint de révéler sa source. Il mentionne un ancien Mobutiste, Nzuka Mapengo, qui est arrêté et, après démentis, libéré. Booto mentionne des autres, qui sont entendus et rapidement libérés aussi. Cela semble, au moins pour les hommes de Colonel Raus Chalwe, un boulot sans fin. Selon son ami journaliste Nkoy, qui a fait partie de la délégation de Booto dans les rencontres avec Ndjoku, Booto a seulement révélé le nom de sa source à Ndjoku lui-même. Quand ils étaient seuls, dans un coin.

A 14 heures, quand Booto est mis devant Colonel Chalwe, Franck Ngyke Kangundu s'est déjà senti surveillé et il est très, très inquiet. Cause: il est bien arrivé, très tôt, comme d'accord, avec le monsieur Mavungu de la Sucrière de Kwilu Ngongo, chez la maison de Mama Lukiana. Il a été étonné d'écouter, de la part d'un gardien, qu'elle n'est pas là. Comment c'est possible? Elle-même avait fixé ce rendez-vous. Et toutes les voitures sont là, les hommes voient, quand ils entrent pour laisser le sac de sucre que le monsieur Mavungu l'a emmené comme cadeau. Et puis, l'époux, Professeur Lukiana, a descendu pour eux dire, de la façon 'assez sèche', qu'elle n'est pas là, que la Présidence l'a soudainement appelé.

Franck Kangundu est agité et nerveux à partir de ce moment. Il ne croit pas la version de M. Lukiana. ' Je crois qu'elle était là, et qu'elle n'a pas voulu me voir', il dira plus tard, à son fils. Djoudjou et son cousin Papitjo ont suivi Ngyke et M. Mavungu dans un taxi, mais Djoudjou a reçu un coup de fil de son papa avant arriver chez les Lukiana, disant qu'il fallait retourner à la maison par ce que la dame n'était pas là. Fils, neveu et père se rencontrent de nouveau dans la ville, ou les deux 'juniors' voient le journaliste chercher à s'asseoir dans un café. Les enfants rapportent que le journaliste semble inquiet et troublé.

JED, plus tard, découvrira que des gardiens dans la rue ou vit le M. Mavungu de la Sucrière, ont rapporté aux Mavungu qu'une voiture aurait suivi le journaliste Franck Kangundu lorsqu' il est arrivé chercher le monsieur Mavungu pour le rendez-vous avec Mme Lukiana. Lorsque le journaliste est sorti avec Mavungu, la même voiture les aurait suivi, de l'aller comme retour. A ce moment, selon les mêmes gardiens, et – selon eux, aussi M. Mavungu lui-même - Franck Kangundu aurait été déjà agité au point où Mavungu lui aurait proposé aller avec lui à Kwilu Ngongo pour une ou deux semaines. Le journaliste aurait accepté l'invitation avant de se ressaisir au motif qu'il devait aller chercher sa femme.

Vers midi, ce jour-là du 2 Novembre 2006, Franck Kangundu dit à ses enfants que 'le jour a mal commencé' et qu'il ne va pas aller au bureau. Il se met en culottes et au lit. Quelques heures après, il se réveille pour aller, avec sa fille Grace, acheter un poulet pour le déjeuner. De son retour, ils se mettent à la table pour manger. C'est 16 heures. Lorsqu'ils s'appêtent à passer à la table, il y a un coup de fil. C'est Maître Lyolo Limbe Mpuanga, artiste Congolais de renommée internationale, ancien directeur de l'Académie de Beaux Arts – poste, selon les collègues versés dans les milieux des services, à l'époque réserve aux agents Mobutistes - et toujours professeur dans la même institution. Lyolo a des choses pour lui. Est-ce qu'il peut le voir ? Kangundu accepte.

Le journaliste, conduit par le fils Djoudjou, arrive à l'Académie des Beaux-Arts vers 17 heures. Djoudjou reste dans la voiture d'où il les entend parler. Il y a des blagues entre les deux, et avec les autres visiteurs, mais il y a aussi une conversation privée entre son père et Maître Lyolo, qui dure environs 45 minutes. Ngyke émerge de cet entretien avec un fax de deux pages. Djoudjou le voit, et père et fils s'en parlent. 'C'étaient des précisions sur le premier article, sur le détournement de 30 millions de USD vers la Tanzanie par Joseph Kabila', dit Djoudjou. 'Papa s'a montré un peu dérangé, raillant un peu contre Maître Lyolo, qui, il disait, lui donne 'toujours des choses comme cela, que je ne peux pas publier par ce que je travaille avec ces gens-là. Il a ajouté que Lyolo 'ne lui a même pas payé'.

Djoudjou Kangundu ne sait pas exactement pourquoi son père toujours avait de bonne volonté pour faire publier ces 'documents de Lyolo', mais il est sûr qu'il avait précisément cette intention. 'Il a dit qu' il voulait publier ce document, qu'il devait le proposer au directeur du journal mais qu'il ne pouvait pas publier cela dans *La Référence Plus*, car il travaillait avec Mme Lukiana. Il a pris son portable pour informer à Mme Lukiana qu'il avait une information très sensible, et que si Mme Lukiana acceptait ils pouvaient se voir. Mme Lukiana a rappelé à papa, pour lui dire qu'ils se pouvaient rencontrer le même soir parce que elle pouvait chercher le document.'

C'est ainsi comment Franck Ngyke Kangundu se va, toujours, au travail ce soir du 2 Novembre 2005. Il a convenu avec sa femme Hélène qu'il aille à la chercher vers minuit chez sa cousine dans la Rue Lopori, mais il n'arrive pas. C'est Hélène qui cherche son époux, un peu après, au bureau, mais elle ne le trouve pas. A-t-il, comme convenu par téléphone, peu avant, rendez-vous avec Mme Lukiana ?

On ne sait pas si cela est finalement matérialisé. Le fait: il n'est pas au bureau. Peut-être il dit à Hélène quand il arrive, une demi-heure plus tard, où il a été, mais ni elle, ni son époux, auront l'opportunité de le dire à personne d'autre. Car c'est du retour du couple à la maison Kangundu, à la Rue Limete, que les deux se trouvent surpris par une bande de cinq assassins, qui disent à Franck Kangundu : 'Nous sommes venus pour toi'.

C'est vers 1 heure du matin de 2 au 3 Novembre 2005, que la fille de Franck Kangundu, Grace, est réveillée par les klaxons de la voiture familiale. Elle vient à ouvrir la porte à ses parents, mais avant elle pouvait le faire, un coup de feu sonne. Grace écoute la voix de sa mère s'exclamant: ' Na yo mpe', que veut dire 'toi aussi'. Elle est immédiatement abattue de deux tirs, dont un dans le dos. Le troisième coup de feu est lancé sur Djoudjou, qui est venu, à écouter sa mère appeler au secours, à son aide. Il tombe sur terre et perd la conscience. Cependant, Grace regarde un des hommes braquer une arme à son père, et écoute lui dire 'nous sommes venus pour te tuer'.

Pourquoi les hommes toujours, après, engagent dans de longues tractations avec le journaliste, qui essaye de négocier pour sa vie en promettant de l'argent - 200 USD qu'il a avec lui - et sa voiture? Est-ce qu'ils jouent avec l'idée de prendre ces choses? Ils se sentent apparemment très sûrs, c'est à dire, en toute sécurité pour prendre assez de temps -malgré que le neveu du couple, qui vit dans la maison, a couru pour appeler la police. Savent-ils que la police, dont le bureau est tout près, ne viendra pas? Si les

assassins ont réfléchi sur l'idée de prendre des choses de Ngyke, ils ne le font pas. 'Tu ne te souviens pas du coup de fil que tu viens de recevoir?', lui demande l'un, un homme géant selon Grace, qui parle de l'annexe où il n'y a pas de lumière. 'Celui qui nous a envoyé à plus d'argent que toi', ajoute l'homme. Et l'autre, qui a déjà braqué Franck Kangundu, lui tire en pleine poitrine. Les hommes ne prennent que les téléphones mobiles et s'en fuient.

Deux heures après, quand la police finalement arrive sur place, Franck Kangundu est aussi mort, comme Hélène. Selon la connaissance des collègues qui ont été et travaillé à Kinshasa dans les 48 heures reconstruisent ci-dessus, les deux jours précédant l'assassinat il n'y a pas eu des autres affaires importantes de sécurité et de surveillance dans les milieux des médias dans la capitale. Ce sont seulement deux : le rendez-vous manqué du journaliste 'de deux côtés' avec la Secrétaire Générale de la PPRD et la surveillance qui s'ensuit, et l'arrêt de Patrice Booto.

1.4 Le traitement judiciaire de l'assassinat: indications de sabotage

Dans quelques heures, l'évidence que Franck Kangundu avait quelque chose à faire avec des articles dangereux sur le Président Kabila et la Tanzanie, disparaît. Madame Marie-Ange Lukiana et son époux le Professeur Lukiana le nient totalement de l'avoir pris de la voiture de Franck Kangundu le matin même qui suit à l'assassinat –mais c'est bien eux qui sont venus à la maison pour prendre cette voiture. À ce moment-là, les enfants sont sur, tous les papiers de 'papa' étaient toujours là-dedans. Il laissait ses papiers toujours dans la voiture, ce n'était rien de nouveau. Et comme il était parti avec son carnet et avec le fax de Maître Lyolo, il serait revenu avec eux.

C'est vers 11 heures du matin, c'est à dire 8 heures après que le couple a été déclaré mort par la police, que Professeur Lukiana, avec le chauffeur de son épouse Marie-Ange, deux gardes de corps et un deuxième chauffeur, sont venus à la maison Kangundu pour, selon les enfants, 'prendre la voiture ainsi que des documents dans la chambre des défunts'. La famille laisse savoir aux visiteurs que 'le plus important pour l'heure c'est les enfants et non les biens du journaliste'. Les visiteurs partent, sans voiture ni papiers, de la résidence Kangundu. Ce jour-là, comme les deux jours après, la voiture reste à la maison. Entre-temps, le lieu est visité plusieurs fois par la police, qui pourra avoir accès aux contenus. Avec Djoudjou dans l'hôpital, et le reste de la famille occupé par l'enterrement du couple et avec sa tristesse, on n'est pas sûr. De ce qu'on est sûr, c'est que le couple Lukiana toujours veut bien enlever la voiture, 'pour éviter des vols et aussi pour que la présence de la voiture dans le lieu où elle est, continûment fait les enfants se souvenir du crime', écrit le professeur Lukiana comme réponse à un article, paru dans Le Soft, le 13 février 2006, qui accuse lui et son épouse d'avoir pris, et cachés, le fax de Maître Lyolo et le carnet professionnel de Franck Ngyke Kangundu. Professeur Lukiana explique qu'ils ont été bougés par de vrais sentiments familiaux pour les enfants, qu'ils ont aussi offerts hébergement, après son trauma grave, dans leur maison. C'est vrai : les enfants sont effectivement restés chez les Lukiana pendant trois mois.

Le fait reste, même si on ne peut pas être sûr qui l'a fait: quelqu'un a pris ces documents qui ont fâché tellement au président Kabila, de la voiture de Franck Kangundu. La police arrête, presque immédiatement quelques pauvres garçons de la rue et les torture. Quand il devient clair, presque immédiatement, que ces pauvres garçons ne sont pas les vrais assassins, on les laisse libres et emprisonne, à son tour, le capitaine 'criminel' qui serait responsable du faux arrêt. Ensuite, on attrape, montre à la télé, et emprisonne cinq d'autres, déclare que maintenant ils ont des vrais assassins, et donne une prime de 5000 USD au commissaire chef de Kinshasa. La 'reconstruction du crime' est tout filmé par la police elle-même, et on montre, presque triomphant, que les gens maintenant arrêtés ont effectivement possédé un fusil. La caméra nous montre 'le fusil': c'est un seul, très vieux, très petit et très craqué fusil, comme il y en a des milliers dans la RDC, dont des centaines dans les mains des hommes gangsters dans les rues de la capitale.

Personne pense que les gens mis au podium des accusés par la police seront les vrais assassins. Selon les sources proches de la police, deux des trois 'assassins' ne connaissaient même pas cet endroit où ils étaient conduits –par la police en train de filmer la 'reconstruction'- pour la première fois de leur vie, étant donné que leurs résidences sont dans la partie ouest de la ville.

Il est assez douteux, de plus, qu' Hélène Kangundu-Paka aurait connu personnellement un homme dans ce groupe de gens de basse classe sociale qui vivaient très loin. Sa remarque 'na yo mpe' ('pas toi aussi') à un des attaquants, ainsi que les remarques faites par les attaquants eux-mêmes ('tu ne te rappelles pas qui vient de t'appeler par téléphone, et 'celui qui nous envoie a plus d'argent que toi') indiquent que nous avons avoir à faire avec des gens appartenants à des cercles plus élevés, probablement des milieux de services secrets où le couple Kangundu connaissait beaucoup de monde.

La seule preuve que la police a pour montrer que ces cinq suspects sont les vrais assassins c'est la portable qu'elle dit ces gens avaient sur eux : la portable de Franck Ngyke Kangundu. Mais les enfants Kangundu n'ont toujours pas vu ce téléphone. 'On est allé à la prison pour essayer voir si c'étaient les vrais attaquants', raconte Grace, la fille de Franck. 'Nous n'avons pas vu aux suspects, mais on nous a montré tous les portables qu'on gardait là, qu'on avait pris des prisonniers. Nous avons cherché tous ces portables et même les cartes SIM, mais les portables et les cartes SIM de nos parents n'étaient pas entre eux.' (Il faut bien noter ici que même si l'état pourrait montrer les vrais portables du couple Kangundu, cela ne serait pas preuve qu'on aurait trouvé ces portables sur les suspects.)

Avant le procès, Djoudjou Kangundu a demandé, deux fois, si lui et Grace ne peuvent pas voir ces 'assassins'. On les a fait seulement des vagues promesses, finalisant pour alerter au fils qu'il faut 'prendre soin que rien ne passera à lui'. 'Même le Procureur-Général de la République, M. Guy Ilunga, m'a informé qu'il y aura des dangers si nous continuerions à nous mettre là-dedans. Après, M. Ilunga ne traite plus le dossier et maintenant il se porte assez froid avec moi', dit Djoudjou.

Cependant, ni le Parquet Générale de la République, ni l'auditorat militaire auront, après les témoignages de JED et des enfants, interrogé ni aux Lukiana, ni au Maître Lyolo, ni au Chef des Services Secrets Mira Ndjoku, ni a personne d'autre, sauf au président de JED et les enfants Kangundu. 'Je me suis énervé', dit le président de JED, Donat M'Baya. J'ai fini par poser la question si quelqu'un avait porte plainte contre moi. Si on pensait que c'était JED ou les enfants du journaliste qui ont tué le couple. On m'a dit non.'

Quand le procès finalement commence, le 12 juillet 2006, les enfants Kangundu ont (finalement) la chance de voir les suspects. Ils ne reconnaissent aucun homme. 'Ils sont de gens qui vivent très loin de nous. L'état veut que nous croyons qu'ils sont venus de-là seulement pour nous voler', raconte Djoudjou, qui, comme ses sœurs, n'a plus d'espoir que ce procès deviendra plus qu'une mascarade.

Quatre des cinq personnes, de tous ceux qui ont été arrêtés dans cette affaire, croupissent toujours dans la prison centrale de Kinshasa. Cependant, à la première audience du 12 juillet, 3 seulement ont été présentées, à savoir : le sous-lieutenant Joël Mungandu Kimbawo, le sous-lieutenant Didier Awatimbine ainsi que l'adjudant Papy Munongo. L'oncle de Joël Mungandu, celui qui aurait été joint au téléphone par 'les assassins' le jour de l'assassinat du journaliste, et un cinquième, Serge Kabungu, ne se sont pas présentés. Pour des raisons inconnues, l'oncle a été libéré deux semaines avant. Serge Kabungu est complètement ignoré et abandonné dans sa cellule.

Le cas fait par l'état dépend entièrement sur le portable, qu'on dit qu'on a trouvé sur les suspects, et qu'on dit que c'est le portable de Ngyke. C'est avec ce portable, on dit, que, peu après l'assassinat Joël Mungandu a appelé à son oncle pour lui parler d'un 'deuil dans la famille'. C'est à dire que, avec ce message, l'assassin a confirmé à son commanditaire que le boulot a été fait.

Mais avant de discuter cette théorie sur la signification du message 'de Joël', il faut noter que, ici, l'état effectivement admet que le téléphone de Ngyke était tapé. Car, ce que disent les enquêteurs policiers, - qu'ils auront auditionnés l'appel chez la société de communication- ne peut pas être vrai. Les sociétés de communications seulement enregistrent le contenu des conversations dans des cas particuliers, sur les ordres des autorités – on ne le fait pas avec toutes les conversations de tout le monde. Qui irait garder et écouter tous ces millions de bandes ?

Et ceci, très probablement, est le seul élément de vérité dans le cas de l'état Congolais : qu'on écoutait le téléphone de Franck Ngyke Kangundu. Comment pas faire cela, si on lui fait suivre par des services secrets ? Pour le reste, la théorie que le message reçu par l'oncle du suspect Joël Mungandu, qui parlait d'un 'deuil dans la famille', se trouve troublé par le fait qu'il y avait, ce jour-là, en effet, une mort chez les Mungandu. La grand-mère de Joël Mungandu était morte ce jour-là : le même soir son corps était exposé dans son domicile de Kisangani, quartier Ndjoku dans la commune de Kimbanseke. Deuxièmement, le portable que Joël avait utilisé pour informer son oncle de cette triste affaire, ne pouvait pas être celui de Franck Kangundu. Car le cinquième suspect, Serge Kabungu, avait reçu cet appareil de la marque Samsung des mains de

Joël Mungandu environ un mois *avant* la mort de Ngyke et l'avait même vendu juste deux semaines avant de cet assassinat.

Encore étonnant, pour faire les nombres de 3 assassins, on rapporte que le sous-lieutenant Didier Awatimbine et l'adjudant Papy Munongo ont été arrêtés seulement parce que leurs noms et numéros se sont figurés dans le répertoire du téléphone de Joël : tous militaires employés par l'Etat-major, Quartier Général. Des experts de la police judiciaire approchés par nous ne trouvent pas trop clair la démarche suivie par leurs homologues commis à l'affaire Ngyke. Pour eux, certaines pistes nécessaires pour monter l'implication ou non de ces présumés assassins ont été sciemment négligées.

1.5 Conclusions sur le cas d'étude

Si on accepte la théorie que Franck Ngyke Kangundu et son épouse Hélène Paka ont été assassinés en vengeance pour l'article de 30 millions dollars, et que le parti coupable a beaucoup de pouvoir –et c'est très difficile de ne pas l'accepter-, on a effectivement déjà arrivé à la solution de la question du motif. Ngyke était connu comme personne avec des sympathies anciennes Mobutistes, qui travaillait 'pour gagner la vie' avec le nouveau pouvoir Kabila-PPRD. Pour faire cela avec succès, dans les conditions de presque guerre civile qui règne dans son pays, c'est clair qu'il faudra être très prudent de ne pas aller trop loin. Et il semble que c'est précisément que le 'Maréchal' a fait: il est allé trop loin. Il a causé des vrais problèmes pour le pouvoir, qui s'est senti endommagé par lui.

C'est impossible d'ignorer que c'est pendant la chasse à la source de l'article sur les 30 millions USD qu'on met Kangundu sous surveillance: c'est bien à cela qu'a servi son rendez-vous mystérieux manqué avec Madame Lukiana. Et c'est également impossible d'ignorer que Kangundu a tombé dans un piège, le soir de l'assassinat, en acceptant des 'précisions' sur l'histoire des 30 millions USD, et promettant de les publier. Si le pouvoir secoué par la campagne d'informations sur les 30 millions de USD avait besoin des preuves définitives que c'était Kangundu le responsable, on les trouve ce soir-là. Kangundu lui-même a appelé à Madame Lukiana –son portable maintenant certainement écouté par les services secrets- pour discuter ou publier ces 'précisions' !

Hélène Paka-Kangundu le disait souvent: son mari n'avait pas assez de sens de secret. Si on a de loyautés doubles, il faut faire sûr que une côté ne sait jamais qu'est-ce ce qu'on fait pour l'autre.

Il faut ajouter que Maître Lyolo⁶, qui était un ami de Ngyke, a bien pu être inconscient de la signification de ce qu'il a fait. Les gens qui l'avaient emmené le fax mortel pour passer à Kangundu, appartenaient probablement aux mêmes canaux d'anciens Mobutistes d'où il obtenait toujours ses documents antikabilistes. Le chef de police

⁶ Maître Lyolo a nié, dans un interview avec JED, qu'il a passé des papiers 'politiques' à Franck Ngyke Kangundu, le soir de son assassinat. Néanmoins, le fils Djoudjou, qui accompagnait son père au rendez-vous avec Lyolo, se montre absolument certain du contraire.

Mira Ndjoku, lui qui a chassé la source de Patrice Booto, est ancien Mobutiste lui-même...

Le 'qui' qui reste

Même si nous disions que nous ne nous mettrions pas à aventurer sur 'qui' sera précisément le coupable de l'assassinat, on pourrait quand même élaborer un peu sur la question de *quel type* de coupable commande tout ce pouvoir nécessaire pour pas seulement orchestrer l'assassinat mais aussi pour saboter le processus juridique.

Autre, c'est probablement pas une seule personne, ni juste même Mme Lukiana, qui se trouvait accusé par le journal Le Soft et des autres⁷. Mme Lukiana est une femme importante mais pas tellement importante pour commander le chef de police Mira Ndjoku, arranger que Kangundu est suivi par des voitures, utiliser Maître Lyolo comme piège avec des 'précisions' sur les 30 millions le même soir de l'assassinat, et après commander un escadron de mort.

Aussi, le fait que Franck Kangundu avait l'habitude de parler ouvertement, surtout avec sa 'grande sœur', - qu'il informait immédiatement le même soir de ce qu'il venait d'obtenir-, montre qu'elle n'aurait pas eu besoin de faire tout cela. Elle pourrait bien lui demander si il était la source de Booto ; elle aurait probablement obtenu une réponse honnête. Il n'avait quand même pas de 'secret', et moins en face elle.

Et dernièrement, il serait très stupide d'un assassin de se porter de façon ouvertement bizarre avec sa victime, et plus, devant des témoins, comme c'est le cas avec l'organisation, par elle, d'un rendez-vous manqué, un jour avant de commander cet assassinat.

Non, le pouvoir qui a orchestré tout cela doit être plus haut que Mme Lukiana. Tellement haut que oui, il pourrait utiliser la dame et son époux –pour faire des rendez-vous manqués peut-être, ou même pour cacher de l'évidence. C'est tout à fait possible. Dans une telle situation, comme numéro 2 du parti en désirant de continuer dans sa position, on fait ce qu'on peut pour que le président ne se fâchera plus.....

Le journal Le Soft a aussi accusé le Ministre de l'Intérieur Mbemba, ensemble avec Madame Lukiana, d'avoir organisé l'assassinat du couple Kangundu. Mais on n'explique pas comment il pense que Mme Lukiana et M. Mbemba, qui selon tous les observateurs ne s'aiment pas l'un à l'autre, auront travaillé ensemble pour assassiner le

⁷ Il y a eu des pistes lancées par des inconnus (et des connus) qui ont, tous, indiqué à Mme Lukiana comme coupable principale. La police a dit, par exemple, que Franck Kangundu aurait reçu un 'coup de fil d'Angleterre' peu avant sa mort, impliquant qu'il existe un commanditaire des assassins qui vit là-bas. La police n'a pas donné des preuves de cela, mais la fuite a fait que des gens ont immédiatement pensé à Mme Lukiana, qui a un frère qui vit en Angleterre. Il faudrait naturellement bien se méfier de ce que dit une autorité qui a maintenant arrêté probablement *deux* équipes de faux assassins, mais elle n'est pas seule à soupçonner assez ouvertement la dame Lukiana. Selon le Président de JED, le président Kabila lui même aurait mentionné une 'piste Anglaise', c'est à dire la piste Lukiana, dans sa présence. Puis, il y a les théories du journal le Soft, dont l'éditeur semble *savoir* que la coupable serait Mme Lukiana, étonnamment ensemble avec son ennemi personnel le Ministre Mbemba Fundu. (On se pose bien la question *comment* c'est que l'éditeur du Soft, M. Kin-Kiey Mulumba, peut être tellement sur de ses théories. Dans un interview à Kinshasa avec l'éditeur, qui vit dans le très luxueux Grand Hôtel Kinshasa et qui est devenu très proche de la PPRD et Président Kabila pendant le cours de l'enquête judiciaire – Ngyke, il a semblé avoir plus d'informations même que les autorités judiciaires. Voir également le II^{me} partie du dossier).

journaliste Kangundu. Et pourquoi exactement? Pour la faveur du Président? Si cela était le motif du Ministre Théophile Mbemba Fundu, il devrait le regretter beaucoup maintenant, ou, lui aussi, il se trouve brûlé comme suspect de la spéculation dans les médias.

Mais est-ce qu'il y a toujours une autre possibilité? Tout ces utilisations de ressources de l'état, ces fausses pistes⁸, « *dirty tricks* », écouter téléphones, surveillance avec voitures, indiquent peut-être que ici on à faire avec des grands messieurs des services secrets, plus proches du plus haut pouvoir même que les ministres, avec accès à la police et la justice, avec de la grande expérience dans les jeux occultes, ou on fait quelque chose mais on, au même moment, fait qu'il semble autre chose... C'est seulement des gens comme ça, qui pourraient punir les forces antikabilistes sans impliquer la Présidence Kabila. (Car ça serait la suicide de la présidence, mois avant des élections observées critiques pour tout le monde).

Donc, sans mentionner des noms, nous croyons en base de nos recherches - certainement pas exhaustives-, que le plan d'assassiner Franck Ngyke Kangundu était probablement motivé par le désir de punir la source d'une campagne de propagande antikabiliste, et, à la fois, faire certain que le nom 'Kabila' même ne sera pas mentionné là-dedans. Car cela, sans doute, fâcherait encore plus des gens qu'il ne faut pas fâcher. Il faut peut-être voir qui, dans le prochain cabinet Kabila, seront les nouveaux favorites du président.

Et maintenant...

Le cas de 'Ngyke' conduit au pessimisme. Est-ce, après tout, possible d'être journaliste professionnel dans telles conditions, où on peut souvent seulement gagner son pain si on fait et opine exactement ce que l'éditeur, ou bien le sponsor de l'éditeur, veut ? Son journal supporté avec des fonds du parti gouvernemental PPRD, Ngyke devait faire de la propagande pro-gouvernement, pro-parti gouvernemental et pro sa patronne Mme Lukiana, et il cachait ses vrais sentiments. Il a été tué pour 'trahison', on l'a dit dans les rumeurs : la 'trahison' ça passe quand on ne fait pas, ou plus, ce qui est demandé par le patron. Il y a beaucoup de journalistes qui ont des 'patrons' dans la RDC, et si eux-mêmes ne les ont pas, ce sont les éditeurs qui les ont. C'est une situation assez grave.

Cette situation est encore plus sérieuse si on réfléchit sur l'assassinat de Bapuwa Mwamba. Lui, il était vraiment journaliste de l'opposition, et la possibilité qu'on l'a tué pour être de l'opposition, pour critiquer les chefs de la transition et la police, est une de cauchemar. Particulièrement maintenant qu'on prépare des élections 'libres, honnêtes et transparentes' dans le pays.

Comment sortir de cette situation des médias vendus et d'intolérance contre qui ne veut pas se vendre, ou contre qui n'arrive pas à cacher ses vrais sentiments, ou savent se taire comme des tombes, tout le temps ?

⁸ Maitre Lyolo a nié, dans un interview avec JED, qu'il a passé des papiers 'politiques' a Franck Ngyke Kangundu, le soir de son assassinat. Néanmoins, le fils Djoudjou, qui accompagnait son père au rendez-vous avec Lyolo, se montre absolument certain du contraire.

'C'est faire le journalisme professionnel', dit un collègue à Kinshasa, qui ne veut pas être mentionné dans ce dossier par ce qu'il est 'un peu peur'. Néanmoins, il espère rester vivant un peu plus de temps encore, car il ne se met pas 'à la guerre des politiciens', c'est à dire il 'n'attaque pas quelqu'un en défense de quelqu'un d'autre'. 'Moi, je recherche une situation de corruption, de crime, de commerce, de n'importe quoi. J'essaie de comprendre cette situation et d'expliquer cela à mes lecteurs. Je ne me fais pas payer par personne et je ne me mets pas dans les amitiés. C'est comme ça que je crois que personne ne va me détester.' Avec un sourire : 'au moins, je l'espère'.

Un autre collègue se met d'accord avec le premier. 'Mais il faut choisir ces mots prudemment', il dit. 'S'il y a eu des vols par un fonctionnaire, je ne dis pas: 'il a volé', je dis 'c'est un cas d'abus de sa position'. C'est le ton qui fait la musique.' Et c'est ça qui toujours donne d'espoir sur la situation des médias Congolais: les bons journalistes, qui prennent au sérieux son code de déontologie, et qui font tout ce qu'ils peuvent pour faire de propre 'musique' journalistique. Quelques-uns qui ont travaillé avec nous 'internationalistes' sur ce dossier, et qui ont 'un peu peur' d'être mentionnés par nom, aussi sont membres de FAIR (le Forum Africain pour les Reporters d'Investigation)' et, comme ça, ils disent être décidés à travailler et lutter pour un vrai développement d'une presse honnête et indépendante dans son pays. Ses actions montrent qu'ils font précisément cela. Nous devons les applaudir.

2 Coupage, frais de voyage : Le financement des médias au RD Congo

2.1 Histoire en bref: au-delà de la pensée unique: la commerce

Le 17 mai 1997 marquait la fin de règne de Mobutu, quand les rebelles (une Alliance des forces démocratiques pour la libération, ADFL) entraient Kinshasa et leur chef Laurent-Désiré Kabila était proclamé président de la nouvelle République Démocratique de Congo (RDC). La fin de monopole d'information était préalablement achevée, mais il faut se rappeler que le système mobutiste pour «informer» la publique était déjà forcément politisé et corrompu, de sorte qu'un des journaux de la première moitié des années 1990 parlait d' «un ministre, un journal», comme nous rappelle un excellent papier (sans titre) sorti de l'ONG Journalistes en Danger (JED). Il y avait le fléau de «information protocolaire» qui devrait servilement être copié par des médias qui n'avait que servir soit le dictateur affaibli ou l'un ou l'autre personnage politique. Cette pratique de double fonction (fonctionnaire et propriétaire d'une maison de presse) persiste jusqu'à aujourd'hui. À première vue ça ne pourrait pas poser beaucoup de problèmes, mais étant donnée le contexte unique du RD Congo, ce mélange des fonctions donne quand même des soucis. Il y a 11 ans, environ 90% de la presse était entre les mains des hommes politiques; maintenant ce pourcentage est plus bas mais toujours un inquiétant 60%.

Conséquence : c'était «Le Maréchal», à dire: Mobutu lui-même, qui repartait sa largesse pour faire marcher les «journaux», qui avaient, bien entendu, rien à faire avec le journalisme. Selon le papier de JED. Parmi les titres profitant de largesse du Maréchal étaient *Le Potentiel*, fondé par Modeste Mutinga (aujourd'hui le chef de la Haute Autorité des Médias, HAM, voire paragraph 2.4), *Le Soft* de Tryphon Kien-Kiey Mulumba (voire paragraph 2.2), *Le Phare* de Polydor Muboyayi (chef de l'Observatoire des Médias congolais, OMEC, voire paragraph 2.4), *Le Palmarès*, *Forum des As* et bien sûr aussi l'ancien employeur de Franck Ngyke Kangundu *La Référence Plus*. Même pratique au niveau des médias électroniques: on se ne sortait pas pour faire un reportage sans être payé, en avance, un certain montant pour couvrir les soi-disant frais de reportage.

C'est dans ce contexte qu'il faut estimer l'histoire de Télé Kin Malebo (TKM) comme bien remarquable. Siégé au Kinshasa, TKM était la toute première chaîne de télévision congolaise qui était indépendante et qui commençait ses émissions deux mois avant la chute du régime de Mobutu. Certains des journalistes qui essayent de donner un autre visage aux médias congolaises ont travaillé pour TKM, comme Pascal Amisi, directeur d' Audio Team (petite compagnie de multimédia), responsable pour le site Internet du très modeste hebdomadaire *AfricaNews* et auparavant correspondant freelance pour Reuters et des entreprises de développement comme l'Anglais DFID. Il se rappelle: 'TKM commençait en 1997, je faisais part de cette opération. Et certes, nous avons eu des problèmes, d'abord politiques.' Par exemple, le propriétaire était Ngongo Luwowo,

homme d'affaires, journaliste, apparemment un ancien proche de Mobutu. Pour sa façon de présenter les faits, TKM fut fermé par le ministre de l'information le 15 février 1997, mesure contre lequel la chaîne s'opposait. Ensuite, TKM fut accusé d'avoir volé des pièces d'équipement qui appartenait à l'Office Zaïrois de Radio et Télévision (OZRT) et encore menacé avec fermeture par le Premier Ministre du jour, Kengo wa Dondo. Amisi : 'C'était une menace; on voulait que nous nous soumissions sous l'Office des Biens Mal Acquis (le bureau qui était établi pour faire un inventaire des biens publics et privés qui était volés pendant le règne de Mobutu). TKM survivait, jusqu'au temps de Laurent Désiré Kabila, mais la chaîne était transformée en deuxième canal officiel. Or: rideau, causé par l'interférence étatique avec la ligne éditoriale, la disparition de beaucoup d'équipage et la mauvaise gestion. Le même état qui avait accusé TKM de voler les biens était incapable (ou de mauvaise volonté) de prévenir le vol de biens acquis par TKM.

Il est remarquable de noter que selon Amisi (et quelque de ses anciens collègues) l'argent ne posait jamais problème. 'Nous avions de l'argent à travers de la publicité. Combien? Parlons de USD150.000 par mois. Mais il faut se réaliser aussi qu'à l'époque il y avait peut-être cinq chaînes de télévision et nous étions perçus comme les plus critiques...' Il y avait encore une reconnaissance que le genre de journalisme pratiqué par les reporters qui travaillaient à la station était vraiment nouveau et valable pour un Congo/ex-Zaïre post-Mobutu et qu'il y avait de l'argent disponible pour sauvegarder ce journalisme inventé, indépendant. Le guichet pour les médias libres était et restait encore ouvert.

'La dérive en est survenu à cause de la guerre et certainement aussi la politique du gouvernement d'obliger des entreprises de cotiser à la poursuite de la guerre.' C'est l'estimation d'un de nos collègues au RDC. Car, déjà à partir de 1998, il y avait une autre rébellion contre LD Kabila, commencé par l'ancien mobutiste Jean-Pierre Bemba et étendu par des autres groupes. Les mouvements rebelles étaient soutenus par l'Ouganda et le Rwanda lorsque le président de RDC était aidé militairement par (entre autres) l'Angola et le Zimbabwe. C'était le commencement de «la première guerre mondiale en Afrique» et les objectifs pour tous les intervenants étaient géo-stratégiques : chacun avait sa raison de mettre main basse sur les richesses du Congo. Plus ça change...

Avec l'avènement de Kabila, la pratique de privatisation des conflits continue. Ce sont seulement quelques acteurs qui ont été changés: «sortie», plus ou moins, pour les Belges et Français, «entrée» pour les Anglophones du Canada et les États-Unis dont leurs compagnies (surtout dans le domaine de mines) établissaient des bons contacts avec les rebelles de Kabila bien avant qu'ils rentraient à Kinshasa. Dans un bouquin publié par le groupe de recherche IPIS à Anvers en 1997 et intitulé «La privatisation de l'alternance» ce processus est documenté. Les géants de l'Afrique du Sud, De Beers et Anglo-American faisaient la transition de Mobutu vers Kabila avec des grandes difficultés¹⁰. L'influence sud-africaine est devenue beaucoup plus forte après l'investiture du président actuel, Joseph Kabila et surtout après l'implication très active des Sud-africains dans les processus des négociations – en Afrique de Sud – qui a

¹⁰ Voir «De Beers in Secret Deal with rebels», *Mail&Guardian* (Hebdo sud-africain), 18 avril 1997 et «Business at war for Zaire's wealth», *Mail&Guardian*, 25 avril 1997

finalement produit l'Accord Global et inclusif en 2002, qui a entamé le processus de paix dont les élections de 30 juillet font partie. Il y a les contacts intensifs entre les hommes d'affaires sud-africains et congolais et leurs gouvernements à partir de l'an 2001¹¹. (Voir par exemple «Charm Offensive» dans le magazine d'affaires mensuel *Business in Africa*, Octobre 2001.)

Alors: même principe, autres acteurs. C'était un processus qui fut réfléchi dans la façon selon laquelle les médias furent de nouveau incorporés dans un système de magouille politique. Pascal Amisi confirme que la guerre et son interaction avec la scène politique a rapidement et définitivement changé le visage des médias, y compris son ancien employeur, la chaîne TKM. Plus capable de s'autofinancer, pour survivre, TKM devrait s'accrocher à la politique et ça veut dire, clairement: rideau pour l'indépendance éditoriale. Amisi n'était pas le seul qui conclût que, finalement, il n'y avait que l'option de quitter.

Autre indication que rien n'avait changé: l'histoire d'un million USD de LD Kabila. Suivant l'ancienne méthode mobutiste il faisait un «don» de 1 million de dollars pour «aider la presse». La loi sur la liberté de la presse (Loi 96/002, voir paragraph 2.4) était déjà en vigueur, mais ce volet était bizarrement ignoré par Kabila Père qui préférait la méthode assez bien connue et classifiée dans le papier de JED comme «officieux», terme bienveillante. L'argent était versé dans une caisse et largement partagé entre Michel Lady Luya (*Le Palmarès*) et le ministre de l'information du jour. Cette action provoquait la colère des autres qui pensaient avoir le droit pour une portion considérable de cette largesse. Dès lors, c'est la guerre entre Luya (qui gagnait) et Modeste Mutinga qui, selon le document de JED qui raconte cette histoire, se retirait de cette affaire avec Polydor Muboyayi. Mais l'histoire nous ne dit pas s'il s'agit d'une action guidée par des principes ou bien parce qu'on n'a pas eu le montant dont on pensait, on avait le droit. Le reste du million était carrément réparti entre des autres publications. Le Secrétaire Général d'Union Nationale de la Presse congolaise (l'association qui travaille pour les intérêts de ses membres et s'occupe de la déontologie du métier) fait le résumé: 'Ce million n'était pas pour la presse, c'était purement et clairement la corruption pour avoir une presse qui le soutenait dans sa démarche. On a bouffé l'argent, c'était un gâchis...' Vraisemblablement, aucune leçon avait été tirée. Ainsi se renfermait la fenêtre pour les médias libres, autofinancés et indépendants.

Un dernier aspect néfaste de cette politisation des médias congolais est bien sûr leur implication dans un discours qui n'est pas informé par une ligne éditoriale claire et nette mais par la partie politique qui se daigne de payer n'importe qui pour publier son opinion. Un résultat malheureux était l'implication des médias congolais dans une campagne de haine contre certains «étrangers» en fonction du malheur du jour parmi une classe des politiciens, comme l'explique Belhar Mbuye, ex-journaliste pour *Le Soft* et *Le Potentiel* et fondateur d'un petit journal *Echos de Grands Lacs*. 'Pendant les guerres après 1997 nous sommes subis à une tendance vers la haine. «Rwandais» voulait dire «Tutsi» et ça provoquait la chasse aux hommes. C'était énormément augmenté pendant la deuxième guerre, quand le régime fut attaqué de l'Est. La parole

¹¹ Voir par exemple «Charm Offensive» dans le magazine d'affaires mensuel *Business in Africa*, Octobre 2001

parmi beaucoup des politiciens était que «les Rwandais» étaient vermine qui devraient être «fumigés» et ainsi de suite'.

Après des négociations en l'Afrique du Sud et la conclusion, fin 2002, d'un «accord global et inclusif», la guerre est officiellement finie. Pourtant, c'est une fin très incertaine de la guerre, une des plus meurtrières de nos jours. Depuis 30 juin 2003 il y a un gouvernement de transition sous la formule «1+4» : un seul chef d'État avec quatre vice-présidents qui sont également responsables pour plusieurs domaines de gestion étatiques. Ça assure que les principaux responsables pour les guerres sont au cœur du gouvernement et leurs factions armées (et aussi des autres) restent sur le terrain. Et maintenant tous les yeux sont sur les élections présidentielles et législatives de 30 juillet 2006. Les candidats les plus importants sont les 1+4 chefs: Joseph Kabila (président du RDC depuis l'assassinat de son père en janvier 2001, issu de la Parti du peuple pour la reconstruction et la développement PPRD); Jean Pierre Bemba, vice-président, fils d'un millionnaire entrepreneur politique et ancien chef de guerre dans le nord-est du pays, issu du Mouvement pour la Libération du Congo, MLC et Azarias Ruberwa, vice-président, ancien chef d'une autre groupe armée, le Rassemblement congolais pour la démocratie, RCD. En tout, il y a 33 candidats, parmi lesquels se trouvent un fils de Mobutu (Nzanga), Pierre Paye-Paye Syakassighe, ancien gouverneur de la Banque centrale pendant l'ère Mobutu et des autres mobutistes, lumumbistes, opportunistes et entrepreneurs politiques. Les élections seront boycottées par le vétéran de l'opposition Etienne Tshisekedi et son Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS). MONUC (Mission des Nations Unies au Congo) est en place pour assurer que tout ça se déroule dans l'ordre (augmenté bientôt par 50 militaires néerlandais). Mais il y a eu des accrochages dans les rues, 19 candidats réclament que le scrutin doive être reporté, ceux qui pensent que les urnes ne seront qu'une farce... Deux choses sont claires: le scrutin aura lieu le 30 juillet 2006 et cette date n'est qu'une première date. Il est presque sûr qu'il y a un deuxième tour, pour laquelle il n'y a pas une date. C'est comme l'hebdomadaire *The Economist* écrit en Octobre 2004: 'Beaucoup de Congolais préfèrent d'avoir des vêtements au lieu d'une fiche de vote'.

Et comme toujours, les politiciens influencent ce qui est publié et diffusé. Auparavant c'était «un ministre, un journal», aujourd'hui c'est «un parti politique, une foule de journaux/stations». Parmi eux, le mouvement politique autour de Joseph Kabila est clairement le plus fort: le PPRD influence ou contrôle la ligne éditoriale des journaux comme *Le Palmarès*, *La Référence Plus*, *Le Soft* (voire paragraphe 2.4) et *Uhuru* et les chaînes de Télé Horizon 33 et Kasai Horizon Radio Télé. Digital Congo, une autre chaîne fait aussi partie de l'argenterie de la famille Kabila à travers la sœur jumelle de Joseph Kabila. Ça assure amplement la couverture des activités de ses personnages phares, premièrement le président-candidat Joseph Kabila. Le MLC de Jean-Pierre Bemba est le propriétaire de deux stations de télévision à Kinshasa et de stations de radio à Gbadolite et Kinshasa. Au minimum trois journaux (*Elima*, *Le Révélateur* et *Pot-Pourri*) sont estimés d'être proche du MLC. Azarias Ruberwa et son RDC sont les propriétaires d'Afrika TV. Une autre candidate pour la présidence, la femme d'affaires Catherine Nzuzi wa Mbombo est la propriétaire de Global TV et elle n'est pas contre faire emprisonner un journaliste avec qui elle n'était pas d'accord (voire le cas de *L'Alerte*, juillet 2005).

Derrière tout cet ensemble des guêpiers, on trouve toujours des intérêts étrangers. Parmi eux, les pays voisins qui continue d'être impliqués économiquement et militairement, les pays européens et américains avec leurs intérêts¹². Ce n'est pas un secret que le candidat préféré de la «communauté internationale» est bien le président sortant. Il y a des confrères qui nous ont confié qu'ils estiment que l'État congolais reste faible - par dessin. 'Il faut toujours une marché libre au Bassin du Congo'. À dire que peu importe qui gère les choses à Kinshasa, la capitale politique et bavarde, tant que l'évacuation des ressources naturelles peut continuer sans encombrement. On regarde, à la limite, un système de trafic des biens communs qui ne bénéficient que des étrangers et, bien entendu, une petite mais puissante minorité, la même classe des politiciens qui ont fait mains basses sur les médias congolais.

Voici le cadre dans lequel les journalistes congolaises doivent faire vivre leur métier. Climat politique totalement pourri avec des attaques violentes, discours hyperbolique l'un contre l'autre, de temps en temps descendent sur des discours xénophobes bien connus dont les journaux et les chaînes électroniques font partie. Le défi de suivre la déontologie est vraiment lourd pour nos confrères et consœurs au RD Congo.

2.2 Coupage, frais de voyage: la commerce de l'information comme système

Dans la première partie de notre dossier, on trouve une citation, parmi beaucoup des autres, qui mérite une répétition. Il s'agit des mots de Djoudjou, le fils de Franck Ngyke Kangundu, quand il parle de «l'autre journalisme» de son feu père. À dire la suivante : 'Parmi les choses que [Ngyke] écrit...il y a assez des articles que le journal devenu probabiliste *La Référence Plus* ne publiera pas. Djoudjou ajoute: «J'ai les emmenés à des amis dans les autres journaux, dont papa gardait les numéros de téléphone dans son carnet. Il gardait les chapeaux des articles qu'il passait aux autres journalistes dans le carnet, avec les numéros.» Nous avons déjà fait référence à la conclusion: bien que Franck Ngyke Kangundu était journaliste d'un côté, il était aussi un homme politique avec ses anciens loyautés mobutistes mais aussi le pragmatiste qui aidait changer le ton de son journal vers le pouvoir actuel. Mais trop de ce «pragmatisme » nous mène vers la dérive et finalement Kangundu devenait périlleusement proche d'être un commerçant d'information politique.

Articles payés, opinions payées, des «dons», «cotisations», «enveloppes», «frais de reportage», «cadeaux de presse» et toutes des autres noms qui ont été pour les versements des moyens aux journalistes pour faire sortir ce que le «client» veut, tout cela est connu au RD Congo sous un nom générique: coupage. Presque tout ce qui paraisse est le résultat de coupage. On paye de l'argent à un journaliste pour écrire un article avec une certaine tendance ; on paye un journaliste pour faire publier un article qui porte une accusation ou autre information qui est mauvaise pour le nom, la réputation les chances d'un homme ou femme politique ; on paye les journalistes pour

¹² Voir: UN group d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturels du Congo, Global Witness, Fatal Transactions

accepter un article qui porte une opinion politique. Résultat: reportages, opinions, articles, analyses, presque tous les produits des médias sont issus du coupage.

Clairement, nous ne dénonçons pas les moyens donnés aux journalistes pour faire leur travail. Il est nécessaire de compenser les journalistes pour les frais qu'ils font pour faire un reportage, recueillir un propos, et ainsi de suite. C'est une chose normale qui facilite l'exercice du métier. Mais ce sont les rémunérations obscures des sources cachées qui déterminent le contenu d'un tel reportage, analyse etcetera qui posent des graves problèmes. Quand la corruption devient système, on peut plus croire ce qui a été écrit, diffusé. Les conséquences pour le métier sont excessivement graves: au lieu de chercheurs pour la vérité, qui est à la base de la déontologie du métier, les confrères et les consoeurs sont devenus trafiquants d'information.

Il en a encore des autres cas considérablement moins spectaculaires mais également insouciantes. Nous en présentons deux.

I. Le cas Kabeya Pindi Pasi

En mai 2006, la chaîne de télévision Tropicana dont le journaliste Kabeya Pindi Pasi est le chef de programmes, diffusait un documentaire sur les crimes de guerre commises par le MLC, mouvement rebelle de Jean-Paul Bemba, un des quatre vice-présidents. Auparavant, le MLC avait ses bases arrière dans la République Centrafricaine (RCA) et c'est là-bas où Pindi Pasi est allé pour faire son documentaire sur les massacres commis par le MLC.

Quelques jours après la diffusion du reportage, Pindi Pasi disparaît. Selon Tropicana et l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC, syndicat national des journalistes au RD Congo dont Pindi Pasi est le président) le journaliste est en exil. Kasonga Tshilunde, le Secrétaire Général de l'UNPC, sait que son chef devrait se cacher quelque part à Nairobi. 'Il a eu des menaces de mort par téléphone. Je suis en contact avec lui; regarde: le code de la provenance de ses appels, 254. C'est le code du Kenya.' Les détracteurs l'ont menacé, l'accusant d'avoir touché des «frais de voyage» de la part du PPRD, parti au pouvoir. Il était suggéré qu'il s'agissait d'un montant d'USD 20.000. Dans une interview recueillie après le voyage, le cameraman qui tournait le documentaire se rappelle avoir vu «beaucoup de dollars» et que l'ambassade congolaise dans la République Centrafricaine a accueilli l'équipe à l'aéroport de Bangui (capitale de RCA) et l'accompagnait vers les places où le MLC avait commis ses crimes. Autre confirmation vient de très haut: Modeste Mutinga, le président de la Haute Autorité des Médias (voire paragraphe 2.4) dit que ce reportage était réalisé avec l'aide du gouvernement.

Naturellement, Tropicana donne une autre version. Kibambi Shintwa, l'administrateur et directeur général de la station dit: 'Il y en a toute sorte des gens qui viennent ici pour avoir un reportage sur Tropicana, des ONG, politiciens, institutions. S'il s'agit d'une chose pour faire connaître une organisation, nous nous engageons pour la communication publique. C'est payant, clairement. Et si on parle d'un reportage, c'est la rédaction qui décide. Nous avons entamé ce reportage de Bangui (RCA) pour redémarrer le débat au Congo.' Et l'idée que le PPRD ait payé un grand montant pour faciliter le reportage? Kibambi dit un seul mot: 'Ridicule'.

Le MLC, bien évident, n'est pas content avec le contenu de reportage sur Tropicana. Le groupe de Bemba use deux de ses propres chaînes pour faire les dénonces et mener des accusations, y compris l'histoire de «frais de voyage». Pour sa part, Tshilunde ne croit pas que cette histoire d'USD 20.000 est correcte. 'D'abord, le MLC doit lever les menaces et ensuite j'espère qu'on fait les investigations. Si le MLC se sent lésé, bon, allons à l'Observatoire de Medias Congolaises (OMEC, l'arbitre professionnel des problèmes entre les médias et la publique, voire pargraph 2.4). Personnellement, je ne connais pas une seule occasion de prise de coupage par M. Pindi Pasi.' Ensuite, il n'est pas convaincu que l'accueil par l'ambassadeur était quelque chose d'extraordinaire. Qui croire?

Entre temps, le MLC a formellement portée plainte contre Tropicana. Pas auprès la Haute Autorité des Medias (HAM, voire le cadre dans le prochain paragraph) mais auprès l'OMEC. On peut faire ses hypothèses sur ce choix, peut-être le MLC, mouvement d'opposition, estime que l'OMEC soit moins sous l'influence du PPRD, le parti de Kabila, que l'HAM. L'OMEC traitera le dossier et l'on n'a pas à attendre les résultats qui puissent inculper ou exonérer Kabeya.

Il en a certains aspects de cette histoire qui sont surprenants. D'abord : les infos qui étaient présentées dans le programme ne sont pas du tout nouvelles¹³. Or: pourquoi ce reportage? Et pourquoi à ce moment? Pour quoi ajouter? Et ensuite: pourquoi aller à la RCA, alors qu'il y a pleinement à raconter sur les tueries, viols et mutilations commis par les milices MLC côté congolaise du fleuve Oubangui qui est la frontière entre les deux pays? Hypothèse: parce que ce n'était pas le but. JED estime que Pindi Pasi était envoyé au RCA pour assembler un reportage heurtant pour Bemba. Naturellement, le SG de l'UNPC ne peut pas croire une telle hypothèse, mais il doit être conséquent: 'Bon, si le président est trouvé coupable d'avoir prendre l'argent, il doit bien sur partir.' Finalement, il y en a qui ne croient pas que Pindi Psi s'est caché. Ils pensent que Kabeya se trouve bien sûr à Kinshasa et fera surface très bientôt. Ces derniers ont eu raison: Pindi Pasi est présent le 12 juillet, date du commencement (finalement!) du procès sur l'assassinat de Franck Ngyke Kangundu et son épouse. En reprenant la présidence de l'UNPC, il annonce, même jour, une marche contre le climat néfaste dans lequel les journalistes doivent travailler qui se déroulera le 17 juillet.

II. Le cas des «sondages»

'Nous sommes numéro 1, le journal de référence. Pendant le temps de Mobutu nous avions 35% de l'audience de Kinshasa, martèle le professeur Tryphon Kin-Kiey Mulumba, fondateur de l'hebdo *Le Soft*. Mulumba est généralement connu parmi ces collègues comme «le prof ». Il a eu une carrière extraordinaire. Il était le dernier ministre d'Information du Maréchal Mobutu (le gouvernement de salut national, avril-mai 1997), ensuite porte-parole du mouvement rebelle RCD de Vice Président Azarias Ruberwa et conseiller médiatique pour le président rwandais, Paul Kagame. Aujourd'hui il se proclame indépendant. Dans le domaine professionnel Mulumba était

¹³ Voir par exemple *Jeune Afrique* de 9 au 15 mars 2003 qui mentionne clairement des choses pareilles dans un profil de Bemba et tandis que Bram estime que ce magazine n'est pas une source purement journalistique et fiable, il est clair que les infos sur les crimes de Jean-Pierre Bemba et son MLC dans la République Centrafricaine étaient déjà librement disponibles.

président de la section zairoise de l'union internationale des journalistes francophones et de la presse de langue française (UIJPLF); et l'organisateur, en 1995, de la première tentative de structurer le métier dans une façon professionnelle.

Depuis des mois, son journal consacre la une et 6 à 8 pages aux résultats d'un «sondage» faite en exclusivité pour l'hebdo par un group qui s'appelle Les Points. Les «sondages» dont la méthodologie n'est pas suffisamment claire paraissent chaque semaine et met à la tête le président-candidat Joseph Kabila, avec un petit groupe aux positions derrière lui. En mai, les deuxièmes et troisième positions étaient prises par le fils de l'ancien patron de Mulemba, Nzanga Mobutu et l'ancien gouverneur de la banque centrale (aussi sous Mobutu), Pierre Paye-Paye. En juillet, Paye-Paye était toujours dans le «top trois», mais Nzanga Mobutu était remplacée par Jean-Pierre Bemba, caractérisé pas Mulumba lui-même comme un homme dangereux qui est né avec une cuiller d'or dans sa bouche'.

Malheureusement, l'enquêteur Freddy Panda qui fait ce travail pour *Le Soft* ne voulait (ou pourrait) ne pas parler avec Bram. Raison donné: il avait peur. Mais peut-être il y a une autre cause. Car, selon nos sources, ce sondage est une farce complète. 'Tous les chiffres sont les fantaisies.' Et ces fantaisies sont, toujours selon nos sources, financées par le PPRD, qui use l'HAM (Haute Autorité des Médias, voir le prochain paragraph) comme conduite pour fournir *Le Soft* avec l'argent qui finance ce soi-disant sondage fait par une compagnie qui est sous le contrôle du « prof ». Il devrait s'agir d'USD 6.000 par mois. Or: il n'y a pas du tout question de sondage; toute cette opération existe de donner des faveurs à Kabila et son parti, les tout nouveaux clients de Mulumba.

Vrai ou faux? Première vue, on tend d'estimer un tel système comme byzantin et convoluté mais il faut avouer que ça tombe juste dans la logique du paysage médiatique congolais. Clairement, *Le Soft* est en train de s'accrocher très étroitement avec le PPRD de Joseph Kabila, dès un entretien entre «le prof» et le président-candidat, le 17 février 2006. Mulumba réclame que son entretien avec le président-candidat ait complètement changé son point de vue sur la figure de Joseph Kabila – auparavant bien négatif voire condescendant - mais il est clair que son réaligement sert aux autres causes, au minimum la survie de son journal, maintenant en forme d'organe propagandiste pour Kabila et le PPRD.

Le prof occupe une suite de l'hôtel le plus prestigieux de Kinshasa, le Grand Hôtel Kinshasa, avec deux ordinateurs tout nouveaux (Apple Macintosh dernière génération); impossible de financer toute cette opération si Mulumba, lui-même caractérise son journal comme 'une petite entreprise de famille'. Le pris médian pour une chambre à l'hôtel est USD194; «le prof» a une chambre en suite et selon lui l'hôtel le paye USD15,000 pour une publicité «pop-up» sur le website *lesoftonline* sur l'Internet. Même si nous sommes généreux et prenons le prix médian comme tarif donné, ça couvre 77 jours. Qui paye pour les autres 288? On n'a cas de suivre la ligne éditoriale du *Soft* et la semblance entre cette ligne et les mouvements d'une boussole pour commencer à avoir une idée.

Ces deux cas font illustration d'un problème plus étendue: avec l'existence du coupage, tout informations sont suspectes. La fiabilité de tous les produits des médias est mise en cause. Mais pourquoi déprécier tellement la réputation de la presse? Nous avons déjà

donné la démarche historique et les actions des politiciens qui ont apporté rien de positif pour les médias. Mais il y a d'autres problèmes financiers qui sont génériques aux entreprises médiatiques et qui sont également à l'origine de la crise médiatique au RD Congo. Nous en donnons trois.

Un: il est difficile d'avoir un octroi de l'argent pour commencer un journal. Mettre sur pied une opération d'une telle envergure exige des milliers de dollars. (En revanche, commencer une station de radio est beaucoup moins chère.) Lorsqu'il n'existent plus des sources financières locales disponibles pour les médias, la provenance des fonds devient parfois liée à la politique, parfois (ou à la fois) obscure et douteuse. Les sources ne sont quasiment jamais dévoilées. Alain Nkoy Nkasies, de DG d'une petite hebdomadaire (*AfrikaNews*) explique: 'Nous avons eu USD 5.000 d'un partenaire extérieure pour lancer le journal.' Il s'agissait d'une femme d'affaire provenance de l'Asie qui aime, selon Nkasies, s'amuser avec l'argent. Je la connaissais depuis mon temps à *L'Avenir*.' Et Collette Tshombe Ntundu, propriétaire de *Uhuru*, dit carrément: 'Je suis allé à la banque... je ne vous donne pas tous les détails de ma gestion.' Belhar Mbuyi avait 'un peu d'argent' avec lequel il a commencé son *Echos de Grands Lacs*. 'Je n'avais pas beaucoup d'argent. J'ai épargné quelque chose et je suis allé un peu partout et finalement j'ai pu acheter quelques ordinateurs.' Personne ne déclare clairement la provenance de son argent et il faut ajouter immédiatement qu'on a ce droit. On peut comprendre, étant donné les sentiments de jalousie et de rancune qui arrosent les relations personnelles au sein du secteur médiatique. Seule question: est-ce possible que la transparence en ce qui concerne la base financière des journaux, stations de radio et télévision puisse contribuer à un climat moins nuisible entre les professionnels des médias?

Deux: les problèmes financiers persistent quand on considère les frais de production chaque fois que soit un journal, soit une diffusion de radio ou télévision sort. Nkoy Nkasies de l'*AfricaNews* estime les frais et son énumération n'est pas trop différente de ce que nous ont raconté les autres: 'Bon, les imprimeries ne sont pas très chères, ils usent des technologies pas modernes. Nous achetons le papier, les plaques à imprimer, bref tout ce qui est nécessaire d'imprimer. Disons que pour faire sortir une édition nous avons besoin d'environ USD500 dont 120 pour l'imprimerie (le tirage de son journal est environ 500). Belhar Mbuyi de l'*Echos des Grands Lacs* donne des chiffres pareils: 'Pour faire sortir une édition nous dépensons environ USD250. Les autres frais, disons le bureau, électricité, des ordinateurs, maintenance, loyer, encore USD700.¹⁴ Ça peut sembler comme des montants modestes mais souvent les recettes ne sont pas suffisantes pour récupérer ces frais parce que les tirages sont très très bas. Selon JED, le plupart des tirages des titres qui paraissent à Kinshasa ne dépasse pas le 500. Ce qui nous mène directement au sujet suivant.

Trois: l'impossibilité de s'assurer d'une recette commerciale. Les bons temps de Télé Kin Malebo sont bel et bien passés. Pour l'instant, ce n'est pas possible d'avoir un journal, station radio/télé) qui attrape assez de recette-pub pour garantir à la fois la viabilité économique et l'indépendance éditoriale. Il y en a, tout simplement, pas assez

¹⁴ Pour ceux qui sont étonnés que tous les prix ont marqués en dollar, faut se rappeler que depuis un bon temps déjà l'économie congolaise a été complètement dollarisée. Il y a une monnaie locale, le franc congolais mais en faisant les calculs d'affaires cette monnaie joue aucun rôle.

d'argent. Un seul exemple : la chaîne Tropicana compte 400 dollars pour un reportage de 10 à 15 minutes, payant en fonction de la communication publique. Pas assez pour payer les frais quotidiens de la chaîne. Point de vue des compagnies commerciales qui doivent fournir l'argent pour des campagnes commerciales il faut considérer au moins deux choses: le médium et les liens politiques.

Le médium le plus utilisé, au RD Congo également qu'en Afrique en totalité, c'est bien la radio. Presque tout le monde a un appareil dans son foyer, les piles (batteries) sont disponibles et l'on peut changer d'info par tourner un bouton. On n'est pas obligé d'acheter plusieurs exemplaires, ce qu'est le cas avec les journaux. Dans les cercles occidentaux qui soutiennent la presse dans les «pays en voie de développement», il existe la tendance de surestimer la force des journaux est sous-estimer la radio. Peu importe que Kinshasa puisse conter plus que 200 titres; d'abord les tirages souvent ne dépassent même le 3-400 (avec des exceptions très rares ou ça atteint ou dépasse 1000). Non seulement ça, parfois la moitié des tirages restent non vendus. Or: le plupart des journaux est économiquement faible. C'est la radio qui reste la première source d'information pour les Africains partout dans le continent et le RD Congo ne fait pas exception. Les journaux ont trois désavantages: ils paraissent majoritairement dans les langues étrangères, ils ne sont disponibles qu'en des villes (et parfois même seulement dans les capitaux) et ils sont écrits! Ça pose problème quand plus que la moitié de la population est analphabète, ce qui est le cas au RD Congo.

Ensuite, il faut avouer que la publicité ne s'organise pas dans une marché libre. Comme Nkasies de *AfricaNews* explique: 'Nous sommes une petite publication et nous vivons des petits magasins qui font leur publicité. Des amis, effectivement. Pour avoir contacts avec les grandes entreprises, il faut des connections politiques.' Même chose chez *Echos de Grand Lacs*. 'J'ai un ami qui gère un hôtel; s'il y a envie il peut faire le pub dans mon journal,' dit Belhar Mbuyi. Même principe partout, dit Nkasies: 'Ce qui gère l'entreprise est le patron qui reçoit la publicité à travers un parrain, et ce dernier est toujours une figure politique.' Il faut un parrain auprès un parti politique important (et le plus important est bien de PPRD) pour attraper la publicité.

Ça peut expliquer pourquoi certains journaux aboutissent à avoir des recettes importantes de la pub et des autres n'ont pas un tel bonheur. Collette Tshomba Ntundu, journaliste de formation, chef de son empire grandissant autour de la publication quotidienne *Uhuru*, éditrice-directrice générale du mensuel *Awa* (Ici, publication qui cible les femmes) et finalement député au sein de l'Assemblée nationale de l'Alliance pour le renouveau du Congo, (le parti politique fondé d'Olivier Kamitatu, l'ancien Secrétaire-Général du MLC et entre juin 2003 et mars 2006 le président de l'Assemblée Nationale). Tshomba estime que 80-90% des recettes de son journal sont de provenance de la publicité. Ce qui est normal dans un pays avec un paysage médiatique régulier. Au Congo, ce chiffre est exceptionnel. 'J'ai eu des contacts [avec de compagnies] dès le début de mon journal.' Avec des résultats remarquables. Aucun journal dispose d'une telle quantité de la publicité à la une avec chaque édition : Vodacom, l'utilité nationale d'électricité SNEL, deux banques (BIAC et Stanbic) et dans l'intérieur encore des pages intégrales pour Vodacom. Les coins de chaque page dans *Awa* portent la vignette de Vodacom. Son explication? 'C'est la confiance, c'est moi, Collette Tshomba en qui ils ont confiance. C'est la crédibilité de la personne.' Elle nous ne donne pas ses tarifs.

Dans son papier, JED suggère que Tshomba ait été capable d'user ses liens avec les hautes fonctionnaires du PPRD – y compris Joseph Kabila lui-même et l'annonce de son mariage fût abondamment couvert par *Uhuru* - pour assurer le taux des annonceurs élevé. Point de vue des entreprises, il est bien d'être vu en faisant la publicité dans un journal bien accroché à la partie du président. Sinon, le tirage, estimé d'être environ 1000 (Mme Tshomba dit 1250) ne justifie pas des contrats de publicité permanente à la une d'un petit journal.

Ce ne sont pas les seuls cas. Le même papier du JED note l'existence du groupe L'Avenir, qui compose entre autres un journal (*L'Avenir*), une station de radio et une chaîne de télévision (RTGA-Radio Télévision Groupe L'Avenir). Fondé en 1997 par Pius Mwabilu Mukala, qui, comme des autres exemples dans le pays, a pu s'accrocher d'abord au régime moribond de Mobutu, ensuite au régime de LD Kabila à travers l'homme de confiance (maintenant un des quatre vice-présidents de RD Congo) Yerodia Abdoulaye Ndombasi et finalement au PPRD, tendance Yerodia. Ça peut servir à l'explication d'une bonne brochette des annonceurs au niveau de *L'Avenir* (tirage maximum 1500), y compris BIAC, Union des Banques congolaises, l'État. Le score du *Potentiel* n'est pas mauvais non plus: Malu Aviation, Stanbic Bank (encore), et la famille onusienne (PNUD, fournisseur d'argent et partenaire dans plusieurs projets de la Haute Autorité des Médias dont son chef est le fondateur du *Potentiel*). Et Kin-Kiey Mulumba, qui se prend comme chef d'un grand journal, demande 1000 à 1500 dollar pour une page de son hebdomadaire. Ses anciens contacts rwandais assurent un minimum de deux pages rempli avec des annonces en provenance de Kigali: hôtels, restaurants, Rwanda Tel, et ainsi de suite. C'est le seul journal avec une telle recette de la pub en provenance d'un pays voisin. Nous avons déjà discuté sur le cas de «pop up».

Quatre: Si on regarde les frais de produire un journal comme modeste, il faut immédiatement se rendre compte qu'on ne compte pas parmi ces frais la poste le plus importants: les salaires des journalistes. Belhar Mbuyi paye ces trois journalistes environ 500 dollars par mois. Collette Tshomba dit qu'elle paye des salaires 'un peu au-delà de la réalité du marché. Leurs salaires dépendent de leur production et peuvent virer entre 50 dollars (pour ceux qui ne produisent que quelques articles par mois) et 500 dollars pour ceux qui produisent tous les jours. Et je paye pour le transport de mes journalistes. Ça ajoute encore 30 à 40 dollars par mois.' Kin-Kiey Mulumba estime qu'il paye son chef de rédaction 500 dollars, ses journalistes environ 150 dollars et les stagiaires 110 dollars par mois. Kibambi Shintwa est inquiet. L'administrateur de Tropicana a pu payer son personnel le dixième jour du mois d'avril. 'Chaque mois je reporte la date de paiement pour mes 70 collaborateurs. Non, je ne vous dis pas combien je les paye.' Il y a des collègues qui n'ont pas reçu leurs salaires pendant des mois.

À Kinshasa, la vie est chère. Loyer, électricité, transport, éducation des enfants, rien est donné. Et puis, la conclusion est claire: 'Personne vis de son salaire', déclare le directeur du *Soft*. Confirme la PDG de *Uhuru*: 'On clochardise les journalistes.' Et par conséquent le système de coupage devient très «séduisant», dans les mots du fondateur d'*Echos de Grands Lacs*. Mulumba ne répète que les mots des autres patrons et chefs des médias: 'Il y a des journalistes qui gagnent 2, 3, 4 mille dollar par mois de coupage. Ils ne font jamais cesser.'

Il y a des confrères et consoeurs qui ont la volonté de travailler selon la déontologie du métier et qui reçoivent des commentaires de leurs collègues: 'Mais c'est quoi...tu ne prends pas de coupage? T'est fou?' Ça, avec des propriétaires et chef des rédactions qui ont du mal à dénoncer le coupage ne compose pas un environnement favorable pour le vrai journalisme. Mulumba n'est pas le seul qui déclare que il est presque impossible de distinguer entre un article/reportage qui est le résultat de coupage ou un vrai travail journalistique. Pire, Pascal Amisi déclare: 'Il n'y a jamais de l'argent pour le vrai journalisme d'investigation.' Tous les soi-disant scandales, révélations et autres titres qui paraissent aux unes des journaux Kinois sont des règlements des comptes politiques, des informations manipulées ou les résultats des calculs politiques. C'est dingue.

On peut dire que la situation qui existait en Zaïre a métastasé. L'héritage le plus néfaste des deux Républiques qui ont précédé la République actuelle est ce lien étroit entre la vie politique et le contenu des productions des médias. Ça, et le coupage sont des jumeaux qui ont abîmé les médias au RD Congo. Ça porte, bien entendu, des conséquences graves, aussi sur l'échelle internationale. Quand un de nos confrères/consoeurs se trouve en difficulté, la première réaction est toujours: qu'est-ce que nous pouvons faire pour aller au secours? L'état des affaires au RD Congo nous amène, très malheureusement, vers une autre voie. Maintenant la première question est: qui ou quoi a causé cette difficulté? En allant plus loin: est-ce que son problème est le résultat d'un vrai travail de journalisme pur, voire un journalisme d'investigation? Ou s'agisse-t-il d'un truc payé, mis sur pie pour piéger ou «rouler» une adversaire du personnage qui a payé pour la publication? Rappelez-vous encore une fois de la préface au début de la première partie de notre dossier. C'est aussi notre problème avec les rapportages des organisations comme Human Rights Watch¹⁵. Le HRW prend chaque attentat contre un journaliste/activiste comme un assaut contre la libre expression. Il faut analyser plus profondément avant s'exprimer. Bien entendu, Franck Ngyke Kangundu, Bapuwa Mwamba et les autres avaient le droit absolu et intouchable de vivre, mais les ONG de droit de l'homme confondent trop rapidement les crimes contre des individus et la grande cause de liberté d'expression.

On pose aussi des questions à eux qui réclament une démarche journalistique et prononcent d'être tout court pour un marché de médias libre et indépendant: qu'est-ce que c'est le vrai motif? Un journaliste qui a des liens trop étroits avec la politique cesse de l'être, partout dans le monde. Aux Pays-Bas, par exemple, le métier de reporter politique a été largement réduit au rituel creux. En Italie, pays qui vient de survivre l'exemple de Berlusconi. La RD Congo a besoin des exemples plus édifiants et pour cela on peut regarder quelques pays sur le continent Africaine avec confiance: le Sénégal, le Botswana, L'Afrique du Sud, le Mali...

Finalement, sont-ils les politiciens (dès Mobutu en passant par les Kabilas et les mouvements rebelles et autres tendances politique) qui ont pourri les médias; ou s'agit-il d'une auto-contamination? Il nous semble c'est une combinaison des circonstances. Il

¹⁵ voire par exemple leur rapport "République démocratique du Congo: Journalistes et défenseurs des droits humains dans la ligne de mire. Un document d'information de Human Rights Watch", Human Right Watch, 9 juin 2006. Disponible pour télécharger à <http://www.hrw.org>.

faut, bien sûr, une étude historique plus profonde que ce document devant vous pour arriver aux conclusions solides. Un tel exercice portera des leçons assez importantes. Mais il est aussi important de trouver des chemins pour s'en sortir de cette malaise maintenant. C'est pourquoi nous présentons maintenant les pensées des journalistes, chefs de rédaction, propriétaires et autres personnages avec qui nous avons parlé.

2.3 S'en sortir, comment? Les commentaires.

Les communicologues, les ONG internationales comme Reporters Sans Frontières, des analystes, la HAM – bref, tous déplorent la situation des médias au RD Congo. Tous les chefs de rédactions, propriétaires, managers, PDG's ont leurs antipathies contre le système de coupage. Avoir une opinion achetée est le signe le plus fort d'un manque de principes, mais les choses peuvent aussi tourner plus sérieuses. Étant donné le climat de polarisation avant les élections, il faut éviter qu'on puisse prêter les services d'un journaliste mercenaire pour semer la haine et la xénophobie. Pour cela, c'est logique que la HAM ne permet plus des discours en tant que tel.

Les responsables directs également regrettent le coupage, mais se prononcent rapidement incapables ou pas préparés de faire quelque chose pour changer le système. Kin-Kiey Mulumba dit carrément: 'Qu'est-ce que vous voulez que je fasse? Moi, je ferme mes yeux.' Kibambi Shintwa (Tropicana) aimerait bien payer un vrai salaire. 'Je ne donne pas des détails mais je paye quatre fois le salaire de l'État et mes journalistes peuvent sortir pour faire les reportages avec les frais de mission.' Aucun salaire est suffisant pour vivre, surtout à «Kin La Coûteuse». Et finalement, c'est le refus parmi la majorité de payer un salaire qui puisse faire vivre les journalistes. Tshomba parle de la conformité à la marché. Mulumba, lui aussi dit «non» aux augmentations des salaires. 'Il faut d'abord une révolution de mentalité. Si tu donnes 2000 dollars à un chef de rédaction, il va acheter des choses de luxe. C'est la mentalité boulimique des Congolais...'

Une autre mesure qu'on puisse prendre est de canaliser et rendre efficace le système de messagerie. Maintenant les vendeurs achètent les journaux à bas prix et les revendent avec une marge de 10 à 15 pourcent sur un montant de 500 franc congolais (soit environ 1 euro). L'efficacité d'un système central de messagerie libère les journaux de l'encombrement de la distribution, les épargne de l'argent lorsque tous sont rassemblés dans un système d'envergure qui est, selon les lois de l'offre et de la demande, moins chère. *Uhuru* a créé sa propre distribution, mais le journal de Mme Tshomba est le seul d'avoir un tel système. Et, bien entendu, c'est cher.

'La seule chose à faire est de nous mettre ensemble.' Kibambi Shintwa déplore la surabondance des maisons des médias. 'C'est la loi du jungle et ça veut dire: certains ne passeront pas.' Pascal Amisi est d'avis: 'Nous avons plus que 40 chaînes de télévision pour un marché qui peut, peut être, supporter un maximum de cinq. Ils font la

¹⁶ Pour ceux qui sont étonnés que tous les prix ont été marqués en dollar, faut se rappeler que depuis un bon temps déjà l'économie congolaise a été complètement dollarisée. Il y a une monnaie locale, le franc congolais mais en fait on ne fait pas de calculs d'affaires avec cette monnaie.

promotion des politiciens, des pasteurs...’ C’est n’importe quoi. Il est clair que étant donné le climat entre les journalistes et leurs patrons (jalousie, différentes influences politiques) ça restera un beau rêve mais Kibambi reste croyant, aussi pour des raisons très pratiques: ‘Non, mais écoutez. Pourquoi est-ce que tu veux rester PDG d’une petite compagnie et toucher USD 10.000 tandis que tu peux être le chef d’une rédaction d’une vraie grande entreprise et faire 30.000?’

Et bien sûr, utopie douce: s’en débarrasser des politiciens qui ont mis mains basses sur les médias et n’ont aucun respect pour la liberté de l’expression en dépit des appels. La HAM pourrait être un partenaire formidable dans cette démarche. Mais on l’estime trop politisée pour l’instant.

Côté journalistes, on peut parler d’une grande groupe qui sont tellement impliqués dans le système de coupage qu’ils sont effectivement perdus pour le métier. Pas étonnant, pas conséquence, que selon un sondage parmi les Kinois (pour ne pas parler de l’intérieur vaste du pays) quasiment 40% des consommateurs des médias considèrent la source la plus fiable...Radio Trottoir. Parmi les trois stations les plus écoutées, une est de l’étranger (RFI), une autre est financé par l’étranger, un seul est congolais de souche. Le plupart des personnes sondées (plus que deux tiers) ne lit pas des journaux. Mais ils écoutent le contenu des journaux à la radio, or l’influence des journaux dépasse leur faible tirage. Tout cela, nous estimons, doit forcément mettre à réfléchir. Surtout parce qu’il y a des journalistes, jeunes, ambitieux et convaincus des valeurs de la déontologie du métier, qui font des projets importants dans le domaine du journalisme d’investigation.

Respect pour la déontologie, qui travaille pour ça? Verbalement, tout de monde. Il y a des analyses, des articles de la presse, les inévitables ateliers. Tout le monde fait part des grands ateliers, la Haute Autorité des Medias a durci le ton et ses sanctions contre les médias considérés trop partisans. L’institution a fait savoir qu’elle ne va pas tolérer les excès de discours de la haine (voir également le cadre ci-dessous). Par exemple: Jean-Pierre Bemba parle de la «Congolité» pour remettre en cause la nationalité du président-candidat et ce dernier appelle Bemba «un voleur» ou pire. Langage comme «coq» et «oiseau» sont prohibés. Ce ne sont pas des mots innocents mais, en effet, des codes très violents d’un discours farouchement xénophobe (le premier veut dire «vrai Congolais de souche», le dernier fait référence aux étrangers, voire «Rwandais» ou «Tutsis»). La HAM a aussi publié une Directive qui exige des journalistes de se comporter d’une manière exemplaire pendant la campagne électorale.

L’UNPC fait ses appels au respect de la déontologie. Secrétaire Général Kasonga Tshilunde veut ‘sensibiliser l’opinion. Nous réclamons aussi un salaire de base, comme un syndicat doit le faire. Et malheureusement, l’État n’a pas de politique salariaire. Nous voulons aussi mener une grande action vers les entreprises, de sorte qu’on fasse un contrat de travail auprès ces entreprises.’ Action collective, donc. Et si ça ne porte pas des résultats? ‘Il y a une ultime démarche. La grève. L’UNPC est en train de faire un triage de ses membres avec une opération de distribution des nouvelles cartes d’identification de membres, contre une cotisation de 10 dollars. Est-ce que ça veut dire que les gens qui vivent d’être sponsorisé politiquement ou dans une autre façon (en un

mot: les mercenaires) ne recevront pas leurs cartes? Pas forcément, dit Tshilunde. 'On ne peut pas toujours voir ça de l'extérieur.'

L'Observatoire des Medias Congolais (OMEC) a fait sortir un code de déontologie et une guide pratique du journaliste en période électorale qui contient toutes les choses qu'un journaliste aspirant doit savoir dès son premier an à l'école. Le chef de l'OMEC précise ce «révolution de mentalité ostensiblement bien souhaitée par le chef du *Soft*. Polydor Muboyayi dit: nous sommes dans un pays où la corruption est devenue une denrée normale. Il faut changer ça. Et la deuxième: nous devons revenir à la bonne gouvernance tous azimuts. C'est à l'État de donner exemple. Moi, je suis commencé en 1970. Bon, à l'époque le journal était un monsieur!' Nostalgie mal placée? De toutes les façons, on sent vraiment une volonté pour avoir une scène médiatique normalisée et non corrompu mais c'est finalement la situation néfaste du marché des médias et l'influence des politiciens qui rendent toutes les bonnes intentions irrévants.

2.4 Les lois et les institutions

La loi 96/002 était signée par Mobutu le 22 juin 1996 à Gbadolite, mais ne mise en jour qu'en août 2001 dans le Journal Officiel de la République Démocratique du Congo. Le texte de la loi contient deux articles sur les subventions côté gouvernement. Il s'agit des articles 17 et 18. Voici les textes originaux:

«Article 17

L'Etat peut octroyer une aide in directe aux entreprises privées de presse au titre de tarifs préférentiels dans le domaine des importations des matières nécessaires à la production et la distribution des informations, notamment du papier, des équipements et des films.

Article 18

Les pouvoirs publics peuvent consentir des subventions sous forme d'aides indirectes à celles des sociétés privées qui en font la demande à condition qu'elles consacrent au moins 50% de leurs programmes aux émissions culturelles, éducatives et sociales.»

Jamais ces articles ont été mis en œuvre. Au lieu des mesures légales, il y avait des dons politiques (le million de LD Kabila) et pas mal des rumeurs d'autres dons en 2006.

La loi 04-017 de 30 juin 2003 établit la Haute Autorité des Médias (HAM) comme une agence publique, en plus, une des agences d'accompagnement pour la transition. Formellement, elle est indépendante et sa mission, selon la loi de (entre autres) est à «garantir le droit du citoyen à une information pluraliste, fiable et objective...garantir la neutralité et l'équité des médias publics vis-à-vis des forces publiques et sociales...réguler le secteur des médias publics et privés...mener, en cas de conflit, des actions de médiation.» (Article 9) L'HAM peut être saisi par « tout personne morale ou physique d'une plainte à charge de tout professionnel et/ou toute entreprise de presse. » (Article 16) L'institution peut imposer des sanctions sur les journaux, les stations de radio et de télévision quand ils sortent des articles/programmes qui sont considérés comme

violations des règles d'éthique, illégales et même « refus de fournir les informations exigées ». Qu'est-ce qu'on pense de la pratique universelle de protection des sources?

En ce qui concerne l'aide publique à la presse, l'HAM « veille à ce que toute aide publique...soit octroyée...dans le respect du principe d'égalité de traitement. » Comme cette aide publique jusqu'à maintenant a été inexistante, l'article n'a jamais été mis en opération et il est improbable qu'elle le sera. Bref: il n'y a aucune institution qui s'occupe professionnellement avec le problème de financement des médias. Des règles financières pour les médias n'existent pas et ainsi il n'y a pas une opinion légale ou judiciaire sur la corruption endémique parmi les médias. Bien sûr que les dirigeants de l'HAM, l'UNPC ('Nous condamnons le coupage') et l'OMEC ('Un grand problème') ont des opinions sur le coupage, ils ne disposent d'aucun moyen pour améliorer la situation. Une exception, quand même: Mutinga a demandé 4 millions de dollars pour ses opérations, mais le gouvernement lui n'a donné qu'un pitoyable USD 500 000, le 26 juin, somme que Mutinga immédiatement classifiait comme «insignifiant». Il y en a qui entendent déjà les échos des «dons» de Mobutu et le million de LD Kabila. Autres acteurs, mêmes ambitions. Selon les annonces c'est le UNPC qui géra cette enveloppe de 500.000. Tshilunde a dit: Ces 4 millions, bon, d'abord il faut oublier ça. Ça n'existe pas. Mais c'était le résultat de la volonté de L'Etat de fournir pour les candidats un accès simple aux médias. Nous avons fait un plan pour la dépense des 4 millions et nous n'avons rien entendu. Maintenant, il est trop tard.'

Le président de la HAM (issu de la société civile congolaise) depuis le 9 juillet 2003 est Modeste Mutinga Mutuishayi, fondateur d'un journal quotidien Kinois, *Le Potentiel*. Il a la position, le salaire et le comportement d'un ministre. (L'entretien avec un de nos rédacteurs connaissait de très nombreuses interruptions – voire des lettres, signer des documents...) Son salaire est payé du budget de l'Etat. C'est un changement dramatique pour Mutinga, qui a souffert des nombreuses tracasseries sous le régime de LD Kabila. Maintenant, c'est lui qui est l'arbitre officiel des médias et rempli d'une ambition pour bâtir un empire des médias. Mais il se déclare séparé du *Potentiel*. Il confirme que son institution punira les chaînes qui diffusent la haine et la xénophobie.

Il y a quand même un bras de fer entre lui et le ministre de la Presse et Information Mova Sakanyi, qu'il se concentre sur les compétences des deux institutions. Selon un de nos sources, les racines sont aussi profondes: Sakanyi vient de Katanga et était proche de LD Kabila, le persécuteur de Mutinga qui vient de Kasai et est considéré sympathique vers l'UDPS (partie d'Etienne Tshisekedi qui boycotte le scrutin de 30 juillet). Il n'est pas clair si ce problème mitige contre les jugements faits par la HAM. JED estime, grosso modo, les décisions de l'HAM en 2005 largement correct et son influence «positive». Mais il y a des mystères qui restent. Prenons le cas de *Pool Malebo* et Patrick Booto (voire la première partie de notre dossier). La HAM a fermé ce journal parce que il y a eu une plainte causée par cet article notoire sur les 30 million dollar. Mais il n'y a pas de preuve de ça, et pire, avant qu'il mettait un de nos chercheurs brusquement dehors, Mutinga se laissait échapper: 'Nous ne sommes pas été saisis. Et de toutes les façons, ça fait trop longtemps, je ne me rappelle plus.'

L'histoire du deuxième vice-président de la HAM qui est vraiment remarquable. Dominique Sakombi Inongo est membre du Bureau politique du PPRD et sans doute un

loyal servant de Joseph Kabila. Comme il était le servant loyal de LD Kabila, lorsqu'il était son ministre de communication et auparavant le servant loyal de Maréchal Mobutu, lorsqu'il était son ministre d'Information. Il est présumé d'être à l'origine d'une innovation de propagande télévisée: Mobutu descendant du ciel sur un nuage au début de chaque bulletin national. Sakombi, ancien ami du commerçant d'information abattu, Franck Ngyke Kangundu, était aussi le gouverneur de Kinshasa. Faut nous pardonner, peut être, mais on a du mal à croire comment l'emploi de quelqu'un qui n'a eu aucun problème de travailler pour n'importe qui soit le maître puisse contribuer aux objectifs d'une telle institution de grande taille.

Comme beaucoup des personnages qui continuent à dominer le paysage médiatique dans la RD Congo, ces deux lois font partie d'une tradition de suspicion vers les médias et les journalistes congolais: l'accent est sur les problèmes de sanctions et des immunités. Les règles les plus souvent invoquées sont celles qui concernent la diffamation. Les sources d'un journaliste n'ont pas besoin de protections, ce sont les personnalités des hommes et femmes politiques qui en ont besoin... Il existe une très grande méfiance contre le journalisme d'investigation (voire la première partie de notre dossier). Loi 96/002 vise un grand nombre de « crime de presse » et donne des amendes et sanctions pour une grande nombre des infractions; la Loi 04-017 sur la HAM consacre une grande partie de son texte aux immunités et sanctions. Et bien sûr, la HAM est déjà maintes fois été accusé de n'être qu'un autre instrument dans les mains de PPRD, alors qu'au minimum les sanctions contre plusieurs chaînes et journaux semblent relativement balance. La HAM est également accusée d'user la loi pour installer un autre 'régime' intolérant, et cetera. Mais il faut avouer, étant donné le pouvoir investi dans la HAM, la propension d'user ces pouvoirs peut devenir difficile à résister.

Comme nous avons vu, le problème des lois et les institutions chargées de les exécuter ne se trouve pas exclusivement dans le domaine politique. Un congrès des journalistes, tenu mars 2003 à Kinshasa, estimait la loi de 1996 «trop liberticide». Dit un de nos collègues: 'La plus grave intimidation, c'est bien la loi. Dans la RDC, c'est la loi qui t'emprisonne pour faire ton travail –plus grave: pour faire bien ton travail.' La loi contre la diffamation interdit de parler mal de n'importe qui, n'importe comment. 'Même si on a de preuves', expliquent les collègues. 'C'est à dire si je peux prouver que quelqu'un d'important est un voleur, avec des documents, il peut toujours me mettre dans le trou'. L'autre loi, sur les secrets d'État, assurent que les journalistes n'auront pas accès à l'information sur ce que l'état fasse. Le budget pour l'éducation, pour la santé, les chiffres sur le combat de la police contre le crime, c'est tout secret.

Quand elle faisait son propos avec M. Mutinga, Evelyne a déploré cet état des affaire comme 'ridicule. Vous êtes les gardiens du code de déontologie. Et au même temps, vous mettez les journalistes à la prison et vous fermez des journaux en base des lois défectives. Comment faire un travail professionnel de journaliste alors?' 'Ce n'est pas possible', Mutinga a répondu. 'Pas maintenant. Peut-être après les élections.' Kasongo Tshilunde, secrétaire général de l'UNPC s'a déclaré d'accord avec cet opinion.

Les deux lois souffle un esprit de rien faire pour encourager les journalistes, et tout pour

les punir; rien pour améliorer la situation des finances et à travers cette démarche arriver à un plus grand respect pour la déontologie de métier. C'est pour cela que nos collègues veulent la dépenalisation des délits de presse. Faire voir ce que Mutinga lui-même dit sur cela. Pendant une conférence en Mai 2004, organisé par JED avec l'appui de Panos et la coopération Britannique, le président de la HAM donnait un discours assez diffus avec les deux morceaux concrets: 'En définitif, nous devons nous pénétrer de la réalité suivante : la dépenalisation des délits de presse, conçue et promue pour donner un contenu plus objectif à la liberté d presse, ne consacre ni l'irresponsabilité, ni la déresponsabilisation, encore moins l'impunité. Au contraire, elle confère au journaliste une responsabilité accrue.' Et ensuite: '... nous proposons que le législateur édicte une loi supprimant purement et simplement les peines d'emprisonnement pour délits de presse. Cette nouvelle loi imposerait la corporation (à dire: l'auto-régularisation professionnelle) comme instance disciplinaire des journalistes, au premier degré, et considérerait la Haute Autorité des Médias comme instance d'appel en la matière.' Au minimum, cet arrangement reconnaîtrait le système d'auto-régularisation HAM, une objection de la part de nos collègues professionnels. Entre-temps, on attend l'initiative de législateur...

Il y a un autre essai vers la régularisation des medias: l'OMEC. Création, en mars 2003, de l'UNPC et voulu comme une institution d'autorégulation de la presse comme ils existent partout dans le monde. L'OMEC est soutenu par Panos et la coopération Britannique. L'institution prend action lors d'une plainte de la part d'un individu qui se sent «lésé (e)». Le directeur est Polydor Muboyayi, également chef de rédaction d'un quotidien, *Le Phare*, fonctions qu'il souhaite bien séparées. Supposons il y a une plainte contre *Le Phare* et l'OMEC soit saisie. Dans ce cas, je pars, je ne veux pas ces ambiguïtés.' Espérons qu'il tient sa parole.

L'OMEC a reçu des plaintes de ministres, partis politiques et autres. Les cas sont étudiés, on arrive à une conclusion et le cas échéant, un journaliste peut être mis devant la Commission de Discipline de l'UNPC. Conséquence ultime: retraite de la carte professionnelle. Mais d'abord, la fonction de l'OMEC est plutôt pédagogique. Muboyayi: Les journalistes doivent se rendre compte qu'il y a des choses qui sont permises selon le Code de Déontologie du métier en des autres qui sont prohibés, non seulement selon le code mais aussi selon la loi. On peut même exagérer un peu et dire que le journaliste doit être un saint dans un environnement qui est méchant.'

Il y a, dans ce domaine de sanctions et de pédagogie, des problèmes institutionnels avec la HAM. 'Nos relations personnelles sont bien, nous sommes des bons amis. Parfois, la HAM demande notre opinion, par exemple sur la fermeture d'une chaîne de télévision. Mais les relations entre nos institutions ne doivent pas dépendre sur cela.' Le problème est ailleurs. 'La HAM est une création des politiciens et ils sont les ennemis de la presse. Ils ne veulent qu'une seule chose: enverrouiller la presse. C'est pour cela que la HAM a beaucoup de pouvoir. Il faut équilibrer ça. Laissez les journalistes entre eux juger les leurs.' Comme c'est le cas maintenant avec l'histoire de Kabeya Pindi Pasi, Tropicana, le MLC et Jean-Pierre Bemba (voire le paragraph 2.2).

2.5 S'en sortir: les options

a. Le fondateur du *Soft* se rappelle l'exemple de l'ancien président français, Charles De Gaulle, qui a donné l'argent et l'ordre à Henry Beuve-Méri de fonder un journal. Idée élégante, le produit de cette intervention de la présidence française existe toujours et s'appelle *Le Monde*. Et bien sûr, Beuve-Méry était gaulliste, comme son président. Petite différence: la ligne éditoriale du Monde n'a pas changé avec chaque changement au sein du pouvoir. Beaucoup des autres, petits et grands, et leurs organisations souhaitent toujours les subventions de l'état. 'L'Etat ne paye pas ; il n'y a jamais d'argent.' Elle n'est certainement pas seule dans ce souhait. Mais comme nous avons déjà constaté, ces subventions portent des risques considérables, surtout dans le domaine de la politique. L'aide était toujours politiquement motivé (rappelons encore ces histoires notoires des millions du Maréchal et le million de LD Kabila) qui ont aidé à la création du système gangreneux qui existe aujourd'hui. Si parfois il y avait un système des subventions gouvernementales, il est clair que ça doit être régularisé d'une façon extrêmement stricte.

b. Soutien internationale, à trois niveaux: Gouvernements, Institutions Internationales : La Francophonie, gouvernements, Les nations Unis
Bien souhaité par exemple par Collette Tshomba, qui a dit: 'Si vous voulez aider la presse qu'ils interviennent directement, comme Hironnelle le fait avec Radio Okapi.'
Un ONG international : Hironnelle (encore : Okapi), PANOS, le NiZA et des autres (les cas de Radio Maendeleo, UNPC et JED) Le soutien pour les médias dans les pays en voie de développement est devenu une petite industrie. Tout le monde s'en mêle, même des groupes qui n'ont pas une compréhension du terrain¹⁷.

Deuxième problème: il y en a des éditeurs qui pensent que les ONG qui viennent de l'extérieur sont politiquement inclinés (souvent vers la coté de l'opposition). 'Les ONG sont tellement partisan', se plaint un chef de rédaction. Parfois, il est vrai que les ONG ne supportent que des journaux de l'opposition, position provoqué par un certain sens de justice ou bien parce qu'on pense que «c'est tout mauvais au sein du gouvernement». Quoi qu'il en soit, fondamentalement un ONG international est un visiteur qui a le devoir de donner ses raisons pour sa présence, aux «partenaires» et si demandé autorités. (Un débat sur les avantages et désavantages de l'aide internationale se place hors de notre document, mais reste très important a poursuivre.)

Troisième problème, parfois sous-estimé par les bailleurs de fonds: la création d'une enclave d'excellence et un nouveau classe de «journalistes jet set» qui ne partagent plus une style de vivre avec leurs collègues dans le pays et qui, quand les bailleurs de fonds s'en vont, n'ont aucun goût pour la vie ennuyante d'une publication local, non subventionnée et par conséquent pas payant. Or: on les retrouve...dans les bureaux des ONGs internationales, les systèmes onusiennes ou à l'étranger. Sur le plan personnel, il y en a parfois des problèmes, due a une certaine arrogance (existant ou aperçu) de part

¹⁷ Bram Posthumus connaît l'histoire d'un groupe qui est venu en Côte d'Ivoire pour militer contre «les médias de la haine»...qui n'existent pas. Il y en a, bien entendu, des journaux hystériques, écrits par une foule de partisans politiques posant comme journalistes. C'est déjà mauvais qu'on galvaude le métier d'une telle façon mais l'assomption que ce practice automatiquement constitue une «presse de la haine» est fausse dans le contexte ivoirien.

des «élites» journalistiques qui font part des Okapis du monde. Une attitude qui, malheureusement, nos collègues congolais qui ne travaillent pas pour la station onusien aperçoient.

Radio Okapi

C'est une machine qui marche très bien. Radio Okapi, la station de la mission onusienne dans la RD Congo bat son plein. Studio à Kinshasa, 6 bureaux régionaux, 18 radios partenaires, entre 60% et 80% de la population congolaise peut écouter les émissions. Radio Okapi donne des programmes pour soutenir et avancer le Dialogue entre Congolais (le nom de leur programme la plus populaires). Mais il y a aussi des programmes qui ciblent les jeunes et les femmes (apparemment les hommes n'ont pas besoin d'un tel service) et pendant les soirées il y a la musique pour soutenir le hobby principal des Congolais: danser. 'Notre ligne éditoriale est strictement indépendante,' souligne Yves Laplume un vétéran de radio en France et maintenant Directeur Adjoint de la radio. 'MONUC (la Mission de l'ONU au Congo) ne pèse pas sur la rédaction. Même s'il y a des scandales qui impliquent le personnel de la mission, nous faisons reportage.' Et jamais le porte-parole de MONUC a donné un coup de fil pour dire «fait ça ou ne fait pas ça»? 'Jamais.' Les écouteurs sont contents et nombreux: Radio Okapi occupe la tête des stations les plus écoutés et partage cette position seulement avec Radio France Internationale.

Radio Okapi donne l'emploi à 200 personnes dont 140 journalistes et leurs salaires sont: journaliste de base USD 650; journalistes USD 800; rédacteurs USD 1000; chefs de rédaction USD 2000. 'Le coupage est strictement interdit,' déclare Laplume. 'Si découvert, cet individu a une seule voie: vers la porte, immédiatement.' Avec un salaire au minimum 12 fois plus que « la réalité du marché » on peut également conclure que les séductions de coupage sont largement moins attractives que faire son travail pour une organisation médiatique majeure. Radio Okapi a aussi fait sortir une petite guide qui explique, dans les termes très clair et net, ce qui est permis et non. Par exemple, le journalisme de Radio Okapi doit être exact, équilibré, clair et factuel. Faits et opinions sont séparés, comme il le faut. En revanche: les journalistes ne payent pas leurs sources, ne reçoivent pas des «cadeaux», ne font pas la duperie pour avoir des infos, sont interdits de se prononcer publiquement pour tel ou tel part politique, entre autres. Les termes sont applicables à tout personnel de MONUC.

Radio Okapi a un budget de 8 millions USD. La moitié est fournie par MONUC (Mission onusienne au Congo), la fondation Hironnelle (de la Suisse, organisation qui soutient des médias aux pays qui ont un climat médiatique difficiles comme la RD Congo et Liberia, entre autres) et une poignée des pays Européens (y compris les Pays-Bas, Royaume-Uni, La Suisse) fournit l'autre 4 millions USD. Et si les bailleurs de fonds cessent leur soutien? Laplume: 'Il faut continuer. Il faut tout faire pour continuer. Okapi aura besoin de 7 à 10 million dollar pas an. Cet argent doit venir de l'extérieur, le PNUD, Banque Mondial, Union Européen. Et bien sûr, faut chercher le financement local, à travers la pub. C'est possible qu'Okapi devienne une station privée, à côté du Radio Télévision Nationale Congolaise, RTNC'.

Mais est-ce qu'on n'a pas crée une enclave avec Okapi? Laplume estime que oui mais il ne voit pas des désavantages. 'Écoutez, nous avons une émergence de formation, nous avons une classe des journalistes qui sont bien formés et même si Radio Okapi cesse ses émissions, il y aura une génération des journalistes qui sont des vrais professionnels. Nous avons eu les étudiants le l'Ecole de Journalisme, ils ont fait des stages ici, nous avons pris les meilleurs, sans favoritisme. Et voilà.'

c. Un vrai marché des media au Congo: douce rêve...

Il n'y a pas mal des entreprises, petits et grands. Ils peuvent consister de une ou plusieurs journaux, encore une ou plusieurs stations de la radio ou chaînes de télévision y augmenté parfois avec des opérations sur les nouveaux médias, surtout, bien entendu, l'Internet. Ils sont de taille différente. Parmi les petits on compte par exemple Audio Team, qui assure également le site Internet (infocongo.net) qui porte entre autres les articles de *AfrikaNews*. Son directeur est Pascal Amisi. 'Nous sommes là depuis 1998, et nous travaillons dans le domaine des multimédias. Nous faisons des documentaires pour les Nations unies et pour la télévision locale. Nous avons des autres plans et projets. Mais surtout, nous souhaitons de travailler avec le secteur commercial mais hors de la politique. Par exemple, j'aimerais faire un documentaire sur l'exploitation des ressources naturelles de Congo.' Grand thème, crucial pour la future du pays, impossible de faire en forme de documentation si on ne connaissait pas la provenance de l'argent qui puisse couvrir les « frais de mission ». dans les circonstances actuelles. Mais la foi est toujours là: 'Ca doit être possible: avoir son indépendance et attrape la publicité.' Certainement, même au Congo. Pour l'instant le site Internet offre des articles de l'actualité et en ce qui concerne la publicité, il y en a deux liens, l'une avec le Grand Hôtel Kinshasa et l'autre avec Rawbank, une banque. Infocongo voulait aussi attraper Vodacom mais jusqu'à maintenant sans résultat...

Il y a des entreprises plus grandes. Parmi eux sont Le Soft/Le Soft International/lesoftonline Groupe de Presse le Potentiel (de Modeste Mutinga, le chef de la HAM), la groupe Uhuru/Awa, la Groupe Avenir/RTGA Palmarès/Mirador (de Michel Ladi Luya, le «gagné» de la largesse du Maréchal Mobutu, voire la première chapitre) et ainsi de suite. Tous ont effectivement la même ambition: devenir une opération médiatique de taille nationale.

Ces patrons et patronnes visent l'existence d'un marché des médias au Congo, dans lesquelles ils et elles cherchent d'avoir des rôles clefs. Ce que Kin-Kiey Mulumba appelle «la normalisation.» Point de vue de la déontologie du métier, ce genre des dirigeants des médias congolais posent au moins trois problèmes. Primo, les liens politiques et les sources de financement sont obscurs et conséquemment suspects. Si les Congolais ont le temps de regarder, ils seront les spectateurs des danses de chaises peu édifiantes, faites pour se positionner dans une façon qui influencera peut-être la direction des ruisseaux (sinon les fleuves) de l'argent à la direction de l'un ou l'autre. Le problème est plus aigu chez l'un par rapport à l'autre mais c'est fondamental.

Secundo, la volonté d'accepter du soutien financier sans s'assurer des sources et des agendas politiques qui sont naturellement accrochés à tels dons. 'Il faut USD150.000 d'investissement pour créer un quotidien national.' Et si parfois quelqu'un donne cette offre. Tshomba n'hésite pas: 'Je le prends. Et je réalise mon rêve.' Quant à lui, Kin-Kiey Mulumba n'aura aucune incertitude. 'Si on me donne un million, je le prends et je réalise le meilleur journal au Congo.' Il y a des autres qui s'expriment plus hésitant, surtout parmi les petits. Belhar Mbuyi: 'Tu veux me donner des dizaines de milliers de dollars. Pourquoi? Est-ce qu'il s'agit d'un don ou est-ce qu'il veut créer une société dont il sera participant. Et c'est quelle ligne qu'il veut après?' Kibambi Shintwa

(Tropicana) a eu des sollicitations. 'Oui, c'était de provenance politique. J'ai poliment refusé.' Mais si l'argent vient d'un homme (ou femme) d'affaires ? 'Bien sûr. On peut négocier.' L'argent donné avec des motifs politiques est à la fois l'assassin de chaque indépendance éditorial et rend impossible un bon journalisme d'investigation.

Tertio, le refus de mettre fin au problème de corruption au niveau des journalistes en les payant un salaire qui puisse faire vivre (avec des excuses comme « conformité au marché » et « il faut d'abord une révolution de mentalité ») effectivement se prononcer contre le coupage mais en conduisant la politique d'une autruche. Or, les individus qui ont l'ambition de devenir le Rupert Murdoch (ou pire : Sylvio Berlusconi) du RD Congo sont prêts à embrasser les principes de la déontologie du métier, sans prendre les mesures qui sont nécessaires pour réaliser ladite déontologie. Dans leurs mains, la future des médias au Congo n'est pas assuré.

À la fin du jour, il dépend des journalistes eux-mêmes qui peuvent être associé à une organisation médiatique ou bien travaillé comme indépendante. Mais le meilleur pour l'instant est de les aider sur le travail sur certains dossiers dont ils sont au courant. Prenons le papier sur APEC, l ;renons également les dossiers comme Vodacom, pillage des ressources naturelles, corruption dans les médias et des autres. Le réseau FAIR a déjà un atout en ce qui concerne le traitement des dossiers et il nous semble une route très efficace pour améliorer la qualité du journalisme au RD Congo.

FAIR (le Forum Africain pour Reporters d'Investigation) est une association de journalistes d'investigations professionnels travaillant dans l'Afrique. Il y a des réseaux FAIR dans 10 pays Africains, qui travaillent comme journalistes individuels mais aussi parfois ensembles dans les cas des investigations bi- ou multinationaux. FAIR travaille aussi avec des collègues étrangers associés dans les cas des investigations -comme par exemple sur des entreprises multinationales ou l'aide de développement-, qui touchent tant à l'ouest comme à l'Afrique. L'objectif de FAIR est de créer une inspiration pour les journalistes Africains de faire le meilleur journalisme, c'est à dire le journalisme d'investigation. On peut trouver FAIR sur www.fairreporters.org

Abbréviations

ACP	Agence Congolaise de la Presse
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
AMP	Alliance pour la Majorité Présidentielle
AZAP	Agence Zaïroise de la Presse
DfID	Département pour la Développement Internationale (Royaume Uni)
DG	Directeur Général
FAIR	Forum Africain pour Reporters d'Investigation
HAM	Haute Autorité des Médias
HRW	Human Rights Watch
IFASIC	Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication
IPIS	Service d'information d'International Peace
ISTI	Institut des Sciences et Techniques de l'Information
JED	Journaliste en Danger
KGD	Franck Ngyke Kangundu
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MPR	Mouvement Populaire Révolutionnaire
NiZA	Institut Néerlandaise pour L'Afrique Australe
OMEC	Observatoire des Médias Congolais
ONG	Organisation Non Gouvernemental
ONU	Organisation des Nations Unies
OZRT	Office Zaïrois de radio et Télévision
PDG	Président Directeur Général
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPRD	Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement
RCA	République Centrafricaine
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
RFI	Radio France International
RTGA	Radio Télévision Groupe l'Avenir
RTNC	radio Télévision Nationale Congolaise
SG	Secrétaire Général
SNEL	Société Nationale d'Électricité
TKM	Télé Kin Malebo
UDPS	Union pour la Démocratie et le Progrès Social
UIJPLF	Union Internationale des Journalistes Francophones et de la Presse de langue française.
UNPC	Union Nationale de la Presse du Congo

Les auteurs

FAIR

Le Forum Africain pour Reporters d'Investigation (FAIR) est une association de journalistes d'investigations professionnels travaillant dans l'Afrique. Il y a des réseaux FAIR dans 10 pays Africains, qui travaillent comme journalistes individuels mais aussi parfois ensembles dans les cas des investigations bi- ou multinationaux. FAIR travaille aussi avec des collègues étrangers associés dans les cas des investigations - comme par exemple sur des entreprises multinationaux ou l'aide de développement-, qui touchent tant à l'ouest comme à l'Afrique. L'objectif de FAIR est de créer une inspiration pour les journalistes Africains de faire le meilleur journalisme, c'est à dire le journalisme d'investigation. On peut trouver FAIR sur www.fairreporters.org

Bram Posthumus

Bram Posthumus (1959) est un journaliste indépendant. Il travaille majoritairement en Afrique occidentale et australe sur trois sujets: la politique, l'économie et musique/les beaux arts. Ses articles paraissent (entre autres) aux Pays-Bas, Royaume-Uni et l'Afrique de Sud.

Evelyn Groenink

Evelyne Groenink est journaliste d'investigation d'origine Néerlandaise, qui vit avec sa famille à Johannesburg, Afrique du Sud. Ses articles d'investigation sur le trafic des armes, assassinats politiques, contrats de commerce nébuleux entre l'Ouest et l'Afrique et la politique Sudafricaine ont été publiés en Hollande, France et l'Afrique du Sud. Récemment, Groenink a commencé à travailler comme coordinatrice pour le Forum pour Reporters Investigatifs Africains (Forum for African Investigative Reporters, FAIR).

NiZA: Institut Néerlandais pour l'Afrique Australe

L'Institut Néerlandais pour l'Afrique Australe (NiZA) œuvre pour la démocratisation de l'Afrique australe. NiZA soutient plus que 100 organisations de la société civile visant à améliorer la situation en matière de **liberté d'expression**, des **droits de l'homme** et **d'émancipation économique**. Au niveau local et national, mais également transnational.

Car une société civile forte constitue un maillon essentiel de toute vraie démocratie. NiZA est issu d'une fusion entre les trois principales organisations anti-apartheid aux Pays-Bas.¹⁸ La solidarité avec les peuples en lutte constitue encore et toujours le fil directeur de notre action.

Le besoin de changement en Afrique australe est étroitement lié aux décisions d'Etats de l'hémisphère nord et d'institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. C'est la raison pour laquelle NiZA établit une alliance stratégique entre ses activités en Afrique australe et des campagnes de lobbying et de sensibilisation au Nord. Par ses contacts avec la presse, son action publicitaire, ses campagnes et son travail de sensibilisation des autorités en Europe et aux Pays-Bas, NiZA veille à ne pas faire oublier l'Afrique australe. NiZA a mis en place un centre de documentation unique en son genre.

Programme des Médias et liberté d'expression en Afrique Australe

Le but majeur du programme des médias est de permettre aux médias et organes d'informations de chercher, de recevoir et de transmettre les informations et les idées concourant à l'avènement des sociétés plus ouvertes et plus démocratiques dans lesquelles les gouvernements sont plus préoccupés par les besoins et les intérêts du public, des sociétés dans lesquelles les citoyens sont à même d'être de plus en plus informés des décisions pour participer au processus de démocratisation.

Le programme des médias entend atteindre son but majeur à travers les 4 objectifs suivants:

- Accroissement des capacités des organisations partenaires pour influencer la politique de liberté des médias et de la liberté d'expression ainsi qu'un environnement légal au plan national, régional et international;
- Accroissement des capacités des organisations partenaires et leur groupe cible pour la diffusion et l'obtention de l'accès à l'information;
- Accroissement des capacités des organisations partenaires pour la formation des professionnels à même de produire et transmettre une information plus judicieuse et plus pointue sur les questions politiques, économiques et sociales aiguës;
- Accroissement des capacités des organisations partenaires pour améliorer le pouvoir financier des organes de presse.

¹⁸ La Foundation Eduardo Mondlane, l'Institut pour l'Afrique Australe, et le Comité Hollandais pour l'Afrique Australe.

Les buts et objectifs du programme proviennent de nos propres analyses du problème et des analyses des pays concernés ainsi que des résultats des discussions avec les organisations partenaires et d'autres acteurs.

En RDC, le programmes des médias et liberté d'expression NiZA soutient Journaliste en Danger, Radio Maendoleo (Bukavu) et l'Union Nationale de la Presse du Congo.